



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
AOÛT 2005

LES PROGRÈS
LES OBJECTIFS
INTERNATIONAUX
DE DÉVELOPPEMENT
RÉALISÉS

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES



Directeur de la rédaction Jonathan Schaffer
Rédactrice en chef Kathryn McConnell
Rédacteurs Kathleen Hug
..... Linda Johnson
..... Bruce Odessey
Illustrations Ann Monroe Jacobs
..... Barry Fitzgerald
Page de couverture Min-Chih Yao

Directrice de la publication Judith Siegel
Directeur adjoint de la publication Richard Huckaby
Responsable de la production Christian Larson
Responsable adjointe de la production Sylvia Scott
Traduction Service linguistique IIP/G/AF
Maquette de la version française Africa Regional Services, Paris

Conseil de rédaction Alexander Feldman
..... Francis Ward
..... Kathleen Davis
..... Marguerite England

Des enfants jouent dans une garderie administrée par une
organisation non gouvernementale en Afrique du Sud.
Reverie Zurba, Agence des États-Unis pour
le développement international

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des États-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale. Dans ces cinq numéros distincts – *Perspectives économiques*, *Dossiers mondiaux*, *Démocratie et droits de l'homme*, *Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – ces revues présentent des déclarations sur la politique des États-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en espagnol, en français, et en portugais; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée tous les mois environ. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites d'internet indiqués en hyperliens; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

On trouvera les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître à la page d'accueil suivante du Bureau des programmes d'information internationale: <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, eJournal: Perspectives économiques
IIP/T/ES
U.S. Department of State
301 4th Street, S.W.
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Courriel: ejcon@state.gov

AVANT-PROPOS

« C'est aux pays en développement eux-mêmes et à leurs gouvernements qu'il appartient de mener leur politique de développement. Ils doivent décider, planifier et organiser leurs politiques économiques en fonction de leurs propres stratégies de développement, dont ils doivent assumer la responsabilité devant l'ensemble de leur population. Nous devons soutenir des stratégies de développement bien conçues en améliorant notre aide afin d'en assurer une utilisation plus efficace. »

*Extrait du communiqué du G8,
le 8 juillet 2005
Gleneagles, Écosse*

Les chefs d'État et de gouvernement des huit grands pays industriels (G8) ont invité, lors de leur réunion au sommet annuelle en juillet 2005, tous les pays à s'engager de nouveau à appuyer le progrès économique et la bonne gouvernance dans les pays en développement, en particulier en Afrique, le seul continent qui ne soit pas en voie de réaliser d'ici à 2015 les Objectifs du millénaire pour le développement adoptés par l'ONU en 2000 et énoncés dans sa Déclaration du millénaire. Les dirigeants de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de la Russie sont convenus que la réalisation de ces objectifs devait se fonder sur des progrès durables dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la gouvernance, de la santé publique, de l'enseignement, de la croissance économique, de l'accès aux marchés, ainsi que sur l'augmentation des ressources grâce aux échanges commerciaux, aux investissements et à l'aide publique officielle.

Les États-Unis jouent un rôle primordial à cet égard. C'est le pays qui apporte la plus grande aide publique au développement et la plus grande aide humanitaire et dont les associations caritatives

fournissent le plus de dons. En outre, son secteur privé constitue la principale source de financement pour les pays en développement. Par l'intermédiaire de leur Compte du millénaire, les États-Unis vont continuer de fournir des ressources aux pays qui encouragent la croissance économique au moyen de mesures propices à la bonne gouvernance et à l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements. La croissance économique exige aussi une population en bonne santé et instruite qui puisse tirer parti des possibilités économiques existantes et jouir des libertés publiques. Dans ce domaine, les États-Unis jouent aussi un grand rôle en finançant le programme de santé publique le plus important de l'histoire mondiale qui porte sur la lutte contre les maladies infectieuses.

La politique de développement des États-Unis est mise en œuvre en grande partie par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et par ses nombreux partenaires qui sont des organisations non gouvernementales. La présente revue donne un aperçu de quelques-uns des projets de développement financés par les États-Unis en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui visent à réaliser les grands objectifs de la Déclaration du millénaire : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. L'équipe rédactionnelle de la revue espère que les lecteurs tireront de la lecture de ces articles des informations qui leur seront utiles pour élaborer des projets de développement dans leur propre pays.

La rédaction



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / AOÛT 2005 / VOLUME 10 / NUMÉRO 3

<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#.fr>

SOMMAIRE

LES OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT: LES PROGRÈS RÉALISÉS

4 Favoriser la croissance économique à l'aide d'une politique judicieuse en matière de développement

ANDREW NATSIOS, DIRECTEUR DE L'AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (USAID)
Il y a cinq ans, 189 pays sont convenus d'unir leurs forces pour lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme, la faim chronique, l'inégalité entre les sexes, la mortalité infantile et maternelle, les maladies infectieuses et la dégradation de l'environnement. Alors que ces pays se réunissent cette année à New York pour évaluer les progrès réalisés, M. Natsios estime que la communauté internationale peut réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés lors de la réunion de Monterrey et dans la Déclaration du millénaire si les pays continuent d'avoir la volonté de poursuivre les réformes économiques nécessaires.

7 Les dimensions du développement

ENTRETIEN AVEC NICHOLAS EBERSTADT, DU « CENTER FOR GLOBAL DEVELOPMENT », ET STEVE RADELET, DE L'« AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE »
S'il est probable que l'on observe d'importants progrès en matière de développement dans les dix années à venir, il sera difficile, selon M. Radelet, de réaliser d'ici à 2015 les objectifs de développement prévus. Pour sa part, M. Eberstadt estime que la réduction de la pauvreté est encourageante dans la plupart des parties du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où le sida a causé un renversement de tendance pour de nombreux indicateurs de la santé.

12 L'Alliance pour le développement mondial

AGENCE DES ÉTATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (USAID)
Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé ont prouvé qu'ils étaient capables de mobiliser des fonds et de mettre les nouvelles techniques, le capital intellectuel, la présence sur le marché et l'expertise des milieux d'affaires au service de la solution des problèmes qui entravent le développement à travers le monde.

ÉTUDES DE CAS

RÉDUIRE DE MOITIÉ LE NOMBRE DE CEUX QUI SONT PAUVRES ET QUI SOUFFRENT DE LA FAIM

16 Lutter contre la pauvreté d'une façon rentable

ZENIA TATA, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'« INTERNATIONAL DEVELOPMENT ENTERPRISES-USA »
De simples pompes à eau et des techniques d'irrigation par goutte à goutte à faible coût ont créé de nouveaux débouchés pour des agriculteurs népalais et zambiens et leur ont permis d'accroître fortement leurs revenus et de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille.

19 L'accroissement des exportations agricoles de l'Éthiopie

KRISTINA STEFANOVA, DE L'USAID
Grâce à l'aide financière de l'USAID, des agriculteurs éthiopiens ont créé des coopératives et accru leur production et leur exportation de haricots verts à un prix quatre fois supérieur à celui du marché local.

ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

21 L'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique

LAURA LARTIGUE, DE L'USAID
Le programme lancé par le président Bush, qui permet de fournir des livres de classe, des bourses à des écolières et une formation à des enseignants, a déjà contribué à accroître la scolarisation de jeunes Guinéens dans le primaire.

25 Apprendre à rêver à un enfant

RICHARD NYBERG, DE L'USAID
Les efforts conjugués d'administrateurs d'école, d'enseignants, de parents, d'associations féminines et autres ont permis de moderniser les locaux des écoles et d'améliorer la formation des enseignants d'un village sénégalais.

26 La scolarisation des filles au Kenya: de nouveaux horizons

ALETA WILLIAMS ET SHARON MANGIN NWANKWO, DE L'USAID

L'USAID et l'association sans but lucratif «Maasai Education Discovery» établie aux États-Unis et au Kenya offrent de nouvelles possibilités de scolarisation à des filles de la tribu des Massai au Kenya.

RÉDUIRE LA MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE

29 Le traitement du paludisme chez les enfants dans les zones rurales du Rwanda

Julia Ross, directrice des communications du «CORE Group»

Dans 5 districts du Rwanda, un programme communautaire vise à informer les parents pour qu'ils puissent reconnaître les symptômes du paludisme chez leurs enfants et les soigner sans tarder.

31 L'amélioration de la santé publique dans des zones rurales de l'Éthiopie

KRISTINA STEFANOVA, DE L'USAID

Le projet «Essential Services for Health in Ethiopia» sert à former des bénévoles choisis au niveau local qui travaillent avec du personnel médical en vue de faire bénéficier la population locale de soins médicaux de base et de vaccins.

32 L'amélioration de la santé maternelle

DONNA VIVIO, DIRECTRICE DU CENTRE DE SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE DU JHPIEGO, ET BARBARA KINZIE, CONSEILLÈRE PRINCIPALE DE CE CENTRE

Un programme destiné à former des accoucheurs qualifiés dans quelque 25 pays contribue à réduire le nombre de femmes qui meurent au cours d'une grossesse ou d'un accouchement accompagnés de complications.

COMBATTRE LE SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

36 La lutte contre la pandémie de sida

MATTHEW HANLEY, CONSEILLER TECHNIQUE SPÉCIALISÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA DE L'ORGANISME «CATHOLIC RELIEF SERVICES»

De nombreux Africains séropositifs ou atteints du sida n'ont guère accès à un centre médical dans les zones rurales, et l'organisme «Catholic Relief Services» a mis au point un programme visant à permettre à des bénévoles de leur donner à domicile des conseils, des soins et des fournitures.

PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES FEMMES

39 L'autonomisation des femmes: un sage investissement

EMILY SOLLIE, RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS DU «LUTHERAN WORLD RELIEF»

La fourniture à des villageoises du Burkina Faso de presses à moteur pour la fabrication du beurre de karité – ainsi que leur formation en matière de gestion des entreprises – leur a permis d'accroître leur revenu et de participer à la prise de décisions au sein de la collectivité.

42 La promotion des droits de la femme au Bénin

SANDRINE DOSSOU-YOVO, DE L'USAID

Une grande campagne d'information du public, alliée à la formation continue des magistrats et du personnel de l'appareil judiciaire, est prometteuse en ce qui concerne la protection des droits de la femme au Bénin.

44 Des Cambodgiennes briguent des fonctions électives

DIRECTION DE L'ASIE ET DU PROCHE-ORIENT DE L'USAID

L'organisation non gouvernementale «Women for Prosperity», qui œuvre de concert avec des hommes politiques, des électeurs et les médias en vue de favoriser une plus grande participation des femmes à la vie politique, a formé plus de 5 500 femmes afin qu'elles puissent briguer une fonction élective et l'occuper ensuite.

PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT

46 La protection des ressources naturelles de la Namibie

KRISTINA STEFANOVA, DE L'USAID

Grâce à la création de 31 associations de conservation, la Namibie protège les ressources naturelles du pays, accroît le revenu de la population locale et améliore l'accès de celle-ci aux soins médicaux.

49 De nouvelles façons de voir le paysage

WINROCK INTERNATIONAL

Grâce à l'imagerie aérienne numérique multispectrale à trois dimensions, des États d'Amérique centrale et du Sud sont mieux à même d'analyser et de surveiller notamment l'utilisation des sols, la biodiversité et la qualité de l'eau.

50 La protection des forêts russes

WINROCK INTERNATIONAL

L'organisme «Winrock International» aide la Russie, dans le cadre de son projet FOREST (ressources et techniques forestières), à réduire les incendies de forêt incontrôlés, à lutter contre des insectes nuisibles et à aider la population locale à exploiter les ressources forestières sans abattre les arbres.

52 Bibliographie

54 Sites Internet

FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE À L'AIDE D'UNE POLITIQUE JUDICIEUSE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Andrew Natsios

Directeur de l'Agence des États-Unis pour le développement international



Andrew Natsios

En septembre 2000, 189 pays sont convenus de joindre leurs forces pour lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme, la faim chronique, l'inégalité entre les sexes, la mortalité infantile et maternelle, les maladies infectieuses et la dégradation de l'environnement. Ces pays, dont les États-Unis, se sont engagés à prendre des décisions hardies pour faire du développement une réalité à travers le monde. Le 14 septembre 2005, cinq ans plus tard, les chefs d'État et de gouvernement de quelque 170 pays vont se réunir au siège de l'Organisation des Nations unies à New York en vue d'évaluer les progrès réalisés jusqu'ici. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, ces progrès sont importants.

La réunion de 2000 a créé un élan en faveur des réformes, mais c'est deux ans plus tard, lors de la Conférence internationale sur le financement du développement organisée sous l'égide de l'ONU au Mexique, que les chefs d'État et de gouvernement ont adopté un cadre définitif sur le développement dénommé le Consensus de Monterrey. Durant cette réunion, aussi bien les pays en développement que les pays donateurs, auxquels se sont joints des représentants de la société civile

et du monde des affaires, ont déclaré que la bonne gouvernance, la prise en charge nationale des stratégies de développement, les échanges commerciaux et les investissements du secteur privé constituaient des éléments essentiels de la croissance économique et de la prospérité.

En Afrique, par exemple, de nombreux dirigeants œuvrent maintenant dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en liant la réduction de la pauvreté à des mesures qui favorisent une croissance durable, les échanges commerciaux, la bonne gouvernance et la lutte contre le fléau que constitue la corruption.

Pour leur part, les États-Unis ont augmenté leur aide publique au développement (APD) au-delà de l'engagement que le président Bush avait pris en 2002 à Monterrey. Depuis 2000, l'aide des États-Unis a presque doublé, pour passer de 10 milliards à 19 milliards de dollars en 2004. Elle constitue un quart de l'aide publique au développement des 30 pays industriels membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Toutefois, l'histoire montre que le montant de l'aide au

développement est moins important que son utilisation et que les mécanismes mis en place pour exécuter des projets donnés. Il est donc essentiel que son augmentation s'accompagne d'un accroissement de son efficacité et de la durabilité du développement.

Les pays qui ont montré leur volonté d'entreprendre des réformes, de gouverner avec justice, d'investir dans le domaine social et d'adopter l'économie de marché vont recevoir des milliards de dollars dans les années à venir grâce à une autre initiative du président Bush, à savoir le Compte du millénaire.

Les États-Unis accordent une aide au développement bien plus importante que l'indiquent les statistiques. Les contributions du secteur privé, par exemple, qu'il s'agisse des entreprises, des associations caritatives ou des organisations non gouvernementales, ne figurent pas dans les statistiques relatives à l'aide publique au développement. Pourtant, elles représentent une grande proportion de ce que les Américains donnent pour le développement tous les ans. Selon les statistiques de l'Institut Hudson, centre de réflexion apolitique, les dons du secteur privé des États-Unis aux pays en développement ont été supérieurs à 62 milliards de dollars en 2003.

Depuis quelques années, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) tente de tirer parti de ces nouvelles sources d'aide au développement en œuvrant de concert avec des organismes du secteur privé dans le cadre de l'Alliance pour le développement mondial (« Global Development Alliance »). Depuis 2002, nous avons investi 1 milliard de dollars dans 290 alliances des secteurs public et privé dans 98 pays, tandis que la contribution de nos partenaires du secteur privé a atteint plus de 3,7 milliards de dollars.

Trop souvent, l'aide humanitaire est considérée comme étant distincte du développement et de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du millénaire (2000). Il n'en est rien. Si l'on ne fait pas face aux pénuries alimentaires dans les pays africains et autres, on risque d'aggraver l'instabilité et de rendre le développement encore plus difficile.

Afin d'aider les États en proie à une crise ou à un conflit à connaître de nouveau la stabilité et à remettre leur économie sur la voie d'une croissance durable, le président Bush a récemment annoncé que les États-Unis fourniraient 674 millions de plus au titre de l'aide humanitaire d'urgence à des pays africains cette année. Cette aide vient s'ajouter au 1,4 milliard de dollars environ prévu à cet effet.

En sa qualité de membre fondateur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et de principal bailleur de fonds, les États-Unis ont versé à ce fonds 459 millions de dollars en 2004. La contribution des États-Unis à tous les programmes de lutte contre le sida atteint plus de 2,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire en cours. En outre, nous fournissons quelque 435 millions de dollars tous les ans au titre du planning familial et de la santé maternelle dans 60 pays.

La réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du millénaire est tout à fait dans l'intérêt des États-Unis et constitue un élément essentiel de la mission de l'USAID. En tant que la première agence de développement bilatéral et la plus importante, nous avons accumulé plus de 40 ans d'expérience au sujet de ce qui donne des résultats et de ce qui n'en donne pas. C'est pourquoi nous accordons une telle importance à la croissance économique. En bref, sans échanges commerciaux, on ne peut obtenir une croissance économique durable. Sans la croissance économique, il ne peut y avoir d'augmentation des recettes fiscales pour financer la modernisation des services publics. Sans croissance et sans services publics, il ne peut y avoir d'accumulation des richesses et de réduction de la pauvreté. Si l'aide à l'étranger ne contribue pas à la croissance économique, elle ne remplit pas sa mission fondamentale.

Plusieurs éléments sont essentiels à un bon programme de croissance économique. L'expérience nous a appris que l'un des plus importants était le commerce. Les États-Unis donnent l'exemple depuis longtemps en matière de libéralisation du commerce, et l'USAID consacre des ressources importantes afin d'aider les pays à participer aux négociations commerciales et à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. La libéralisation du droit commercial et la pleine participation à l'économie mondiale ne profitent pas seulement aux pays industriels. L'aboutissement des négociations de Doha est susceptible d'entraîner un accroissement annuel de 200 milliards de dollars des revenus des pays en développement et de permettre à plus de 500 millions de personnes de se sortir de la pauvreté.

Depuis plusieurs années, les États-Unis sont à la tête du mouvement en faveur de l'allègement de la dette du tiers monde. Ils préconisent, avec d'autres États membres du G8, l'annulation totale de nombreuses créances de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du Fonds monétaire international. Cette mesure pourrait aboutir à un allègement immédiat de la dette extérieure de plusieurs pays de l'ordre de

40 millions de dollars, montant qui pourrait atteindre 56 millions de dollars si tous les pays très endettés (1) pouvaient prétendre à cet allègement.

Une source immense de revenus pour les pays en développement se trouve sur leur territoire. Selon le rapport de la Commission du secteur privé et du développement de l'ONU intitulé « Libérer l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres », les pays en développement disposent de 9,4 billions de dollars sous forme d'avoirs financiers privés qu'ils ne peuvent pas mobiliser totalement aux fins du développement, en grande partie à cause de la corruption et de l'insuffisance de la protection par la loi des biens et des contrats. En outre, comme l'économiste péruvien Hernando de Soto l'a montré dans plusieurs de ses ouvrages, l'incapacité de millions d'habitants des pays en développement de tirer profit de leurs habitations et de leurs entreprises à cause du manque de souplesse de la réglementation en matière de propriété foncière et de délivrance de titres de propriété laisse penser que de nombreux pays en développement ont encore à exploiter le grand réservoir de richesses dont ils disposent.

Une économie de marché bien réglementée où règne la concurrence est indispensable parce c'est l'institution la plus efficace que l'on ait jamais conçue afin d'affecter les ressources avec efficacité, de favoriser l'innovation et de communiquer les informations qui aident les producteurs et les consommateurs à prendre des décisions. Ce n'est pas une coïncidence que les pays les plus riches et les plus développés du monde sont tous dotés d'une économie de marché et d'un régime démocratique. Un cadre réglementaire qui suscite la confiance dans l'économie de marché, qui protège le droit de propriété, qui garantit l'exécution des contrats et qui respecte en général l'état de droit est essentiel si les pays en développement veulent réaliser les objectifs de la Déclaration du millénaire.

Selon une étude de la Banque mondiale, il faut 203 jours dans un pays en développement pour remplir les formalités nécessaires à la création d'une entreprise tandis qu'il faut 1 459 jours dans un autre pays en développement pour faire exécuter un contrat. Vu ces obstacles à la création d'entreprises et à l'esprit d'initiative, les entreprises restent petites et se trouvent surtout dans le secteur non structuré. Il ne sert à rien de débattre si l'aide publique au développement doit atteindre 68 ou 100 milliards de dollars, voire , si les institutions les plus nécessaires à la création de richesses ne sont pas en place.

La réduction de la pauvreté constitue une tâche de grande ampleur. La création d'institutions économiques efficaces et équitables exige du temps, de la persistance et des réformes. Il est essentiel de prendre des mesures pour protéger les membres les plus vulnérables de la société. La bonne nouvelle, c'est que de nombreux pays ont déjà ouvert la voie et que les États-Unis et la communauté internationale vont aider ceux qui sont prêts à se prendre en charge. En prenant de bonnes décisions, nous avons une bonne chance de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés à Monterrey et dans la Déclaration du millénaire. ■

(1) L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés est destinée à réduire la dette des pays qui mettent en œuvre des programmes d'ajustement et de réformes avec l'aide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

LES DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT

Entretien avec Nicholas Eberstadt et Steve Radelet

M. Nicholas Eberstadt, titulaire de la chaire d'économie politique Henry Wendt à l'« American Enterprise Institute », et M. Steve Radelet, attaché supérieur de recherches au « Center for Global Development », répondent aux questions de la rédaction de la revue Perspectives économiques au sujet des objectifs de la Déclaration du millénaire et de la politique de développement des États-Unis.



Steve Radelet



Nicholas Eberstadt

Question : Comment évaluez-vous l'action de la communauté internationale en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements pris en 2000 dans la Déclaration du millénaire ?

M. Radelet : Les progrès sont contrastés. L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud ont fait des progrès notables en la matière, en particulier dans le domaine des normes sanitaires, tandis que les pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'Haïti et la Birmanie, ont beaucoup de mal à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Il y a des pays, dont certains comptent parmi les plus grands du monde, tels la Chine, l'Inde et l'Indonésie, qui avancent rapidement dans la voie du développement. D'autres, en revanche, sont beaucoup moins susceptibles de réaliser d'ici à 2015, comme il était prévu, les objectifs énoncés.

Les Objectifs du millénaire pour le développement sont utiles dans la mesure où ils amènent la communauté internationale à se concentrer sur l'établissement de buts à atteindre. Une telle démarche devrait aider les pays en développement aussi bien que les pays industriels à mieux définir les problèmes qui se posent et les solutions possibles. Il est toutefois à craindre que le calendrier de la réalisation de ces objectifs ne soit arbitraire. La barre a peut-être été mise trop haut pour certains pays.

S'agissant de l'accroissement du taux de scolarisation

dans le primaire, par exemple, certains pays vont peut-être afficher un mieux, mais s'ils n'ont pas les ressources suffisantes ils n'atteindront sans doute pas le stade de la scolarisation à 100 %. Il a fallu des dizaines d'années à certains pays pour passer d'un taux de scolarisation de 20 ou 25 % à 50 %. Un pays dont tous les enfants ne seraient pas scolarisés dans le primaire d'ici à 2015 ne serait pas nécessairement en situation d'échec.

M. Eberstadt : Un délai de cinq ans est un laps de temps trop court pour juger de l'efficacité du programme relatif aux objectifs du millénaire, en partie parce que les données de base sont tellement médiocres dans un bon nombre de pays à faible revenu. Il faut se placer dans la logique du long terme afin de pouvoir mesurer les progrès qui auront été accomplis.

Considérons le développement dans une perspective historique. Dans l'ensemble, le XXe siècle a été une réussite phénoménale pour le développement, et un pas de géant a été franchi dans la lutte contre la pauvreté. L'espérance de vie a plus que doublé. Dans le même temps, le revenu par habitant est monté en flèche dans le monde.

Les deux exceptions les plus flagrantes à cette évolution essentiellement positive concernent la parenthèse du communisme (aujourd'hui largement refermée) qui a touché une bonne partie du monde, et les terribles problèmes de développement qui sont apparus en Afrique

subsaharienne au cours des années 1960 et 1970 et qui sévissent encore aujourd'hui : la longue stagnation économique, voire le déclin de l'économie, la médiocrité du niveau des exportations, la dépendance continue vis-à-vis de l'aide extérieure et, plus récemment, les revers catastrophiques en matière de santé dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne consécutivement à la pandémie de sida.

Q : Où les progrès ont-ils été les plus marqués, et quels sont les principaux obstacles à la réussite des pays ?

M. Radelet : Là où le pari de la croissance économique a été tenu, des progrès ont été faits dans la voie des objectifs à atteindre. Pour autant, il y a des facteurs qui limitent les progrès. En Afrique, les contraintes géographiques sont considérables. Les maladies endémiques qui y sévissent, à commencer par le sida, vont nécessairement entraver la réalisation de certains des objectifs du millénaire.

Le Botswana, par exemple, était bien parti pour les atteindre, en particulier dans le domaine de l'enseignement et du recul de la pauvreté. Toutefois, il fait maintenant marche arrière dans certains domaines à cause du sida. Entre 1975 et 1995, l'espérance de vie avait considérablement progressé, en passant de 38 ans à 61 ans, mais depuis le milieu des années 1990, elle est tombée à environ 43 ans du fait de cette pandémie.

Une autre difficulté que connaît l'Afrique tient à son nombre particulièrement élevé de pays enclavés et isolés. Il est plus difficile de participer à l'économie mondiale quand on n'a pas de littoral ; les importations coûtent plus cher et les exportations sont moins concurrentielles.

Il y a lieu de mentionner une autre considération géographique en Afrique. C'est la présence d'un immense désert, le Sahel, à l'Ouest. L'éparpillement des habitants dans les pays sahéliens complique la prestation des services et la mesure des progrès dans la voie de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

Cela dit, même si plusieurs pays africains se heurtent actuellement à des problèmes très difficiles, notamment la Somalie, la Côte-d'Ivoire, le Zimbabwe et le Congo, il ne faut pas tout peindre en noir.

Par exemple, nous constatons la présence d'un nombre croissant de démocraties multipartites. En 1990, l'Afrique subsaharienne en comptait quatre en tout et pour tout. Aujourd'hui, on en dénombre une vingtaine. Certains pays, dont le Ghana, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Mozambique, le Mali et le Burkina Faso ont enregistré des progrès politiques et économiques considérables ces dernières années. C'est un revirement qui

n'a pas encore été pleinement compris dans la plus grande partie du monde. En outre, plusieurs de ces pays se caractérisent par le renforcement de leur stabilisation économique et de leur croissance économique.

M. Eberstadt : Sur le plan du développement en général, les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté dans la plupart des parties du monde sont encourageants, mais l'Afrique subsaharienne, qui se dirige dans le mauvais sens, fait figure d'exception. De même, les indicateurs de santé affichent une régression à cause de la pandémie de sida.

C'est la Chine qui a fait le plus de progrès importants, et l'Inde aussi a fait de grands pas en avant.

Dans les pays dont l'économie est en expansion, on a généralement observé que les ressources naturelles cédaient du terrain aux ressources humaines. Dans l'ensemble, les premières sont devenues moins importantes que les secondes pour la croissance économique nationale.

Q : Quel rôle l'aide extérieure peut-elle jouer dans le développement économique d'un pays ?

M. Radelet : Deux grands axes sont à considérer. Le premier, c'est le soutien des programmes d'information et des services de santé pour combattre les principales maladies. À cet égard, l'aide a permis de faire largement reculer certaines maladies, telles la poliomyélite et la cécité des rivières, et de faire progresser le recours à la réhydratation par voie orale. Le second axe concerne la nécessité d'appuyer les efforts visant à encourager la croissance économique.

Dans le domaine de la santé, des progrès considérables ont été enregistrés dans le monde entier depuis la Seconde Guerre mondiale, y compris dans les pays en développement. Toutefois, au cours des cinq dernières années, nous avons vu l'espérance de vie diminuer nettement sous l'effet du sida. Cette maladie anéantit les gains durement acquis au cours des vingt dernières années dans le domaine des indicateurs de base de la santé.

Pour autant, nous avons vu le sida faire marche arrière dans certains pays. En Ouganda, par exemple, les actions de proximité financées par l'aide internationale et visant à informer la population locale ont permis ces dernières années de réduire de 10 % l'incidence de cette maladie. La Thaïlande et le Sénégal ont eux aussi réussi à réduire le nombre des cas de sida, le taux de morbidité liée à cette maladie y étant relativement faible. Dans certaines régions de la Zambie, on a de même observé récemment une réduction de la prévalence de cette maladie.

S'agissant de la croissance économique, il est clair que dans certains cas l'aide n'a pas atteint l'objectif visé, et il ne fait aucun doute qu'une partie des fonds ont été gaspillés. Mais dans certains pays, notamment en Corée du Sud dans les années 1950 et 1960, et plus récemment en Ouganda, au Mozambique et en Tanzanie, l'aide extérieure a appuyé la croissance. Somme toute, l'aide a produit les résultats escomptés dans certains pays mais pas dans d'autres, et nous avons encore beaucoup à faire pour maximiser son efficacité.

Ces dernières années, trois facteurs ont amené les bailleurs de fonds à envisager l'aide au développement sous un jour nouveau. Le premier tient aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, qui ont fait ressortir plus clairement le lien entre la pauvreté et le terrorisme.

Le deuxième est la prise de conscience croissante de la gravité de la pandémie de sida. Il n'y a pas si longtemps que cela, le sida était essentiellement perçu comme une question de « responsabilité personnelle ». Aujourd'hui, on se rend compte qu'il constitue une pandémie qui touche les pays de l'hémisphère Nord comme de l'hémisphère Sud.

Le troisième facteur concerne la croissance des démocraties multipartites, mentionnée précédemment. Alors que dans les années 1970 et 1980 l'aide était réservée dans une grande mesure aux pays alliés dans le contexte de la guerre froide, une plus grande partie est aujourd'hui affectée à ceux qui tentent d'établir des démocraties multipartites, et le monde évolue lentement mais sûrement dans cette direction.

M. Eberstadt : Les formes d'aide autres que la traditionnelle aide publique au développement (APD) se sont souvent révélées efficaces pour ce qui est de faciliter le développement des pays. Prenons le cas de l'aide militaire. Taïwan et la Corée du Sud sont deux pays qui ont largement tiré parti de l'aide militaire des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui a permis à la Corée du Sud d'orienter son économie sur les exportations. De manière plus générale, l'aide militaire peut faciliter la création d'un environnement en matière de sécurité qui est davantage propice aux progrès matériels.

L'économie internationale, par le canal des échanges, des investissements et des transferts de connaissances, tient elle aussi une place fondamentale dans la croissance économique, l'augmentation de la productivité et la réduction de la pauvreté.

Le rôle de l'APD dans la réalisation de progrès matériels se révèle beaucoup plus limité, ce qui ne l'empêche cependant pas d'être positif quand les conditions sont favorables.

Q : Depuis quelques semaines, le débat sur le volume de l'aide et sur la capacité qu'ont les pays d'en tirer parti revêt un caractère d'actualité. Peut-on parler d'une loi des rendements décroissants en ce qui concerne l'aide extérieure ?

M. Radelet : Je parlerais non pas d'une loi stricto sensu, mais plutôt d'une forte tendance. Il en va de l'aide comme des autres investissements financiers : on voit les rendements décroître à mesure que les investissements augmentent. Des études montrent que l'aide affectée à la croissance économique produit de moins en moins d'effet à mesure que son volume augmente, mais qu'elle a tendance à exercer une influence positive jusqu'à ce qu'elle atteigne environ 18 à 25 % du produit intérieur brut du pays bénéficiaire.

Ce qui compte, c'est de voir à quoi elle est affectée. Les fonds qui servent à consolider la croissance économique ont plus de répercussions sur la croissance que d'autres formes d'aide, qu'il s'agisse par exemple des fonds affectés à l'assistance humanitaire ou des programmes dont les résultats sont difficiles à mesurer, comme dans le cas de la réforme de l'appareil judiciaire. Il faut bien compter dix à quinze ans, si ce n'est plus, pour vraiment voir l'aboutissement des réformes judiciaires. En revanche, il est plus facile de mesurer les résultats de l'aide dans le domaine du développement agricole et de la construction des routes, par exemple, parce qu'ils sont plus faciles à quantifier et parce qu'ils sont visibles plus rapidement.

L'un des défis que nous devons relever, c'est de maximiser l'efficacité de l'aide, aussi bien en ce qui concerne le choix des bénéficiaires que la forme sous laquelle nous la fournissons, de façon à en garantir un rendement maximal.

M. Eberstadt : L'efficacité de l'aide est fortement tributaire de l'environnement économique dans lequel elle est introduite. Dans un contexte de politiques disciplinées et productives, l'apport de ressources se traduira probablement par un meilleur rendement.

La question essentielle qui se pose, c'est de savoir comment l'octroi de ressources financières supplémentaires à des conditions favorables peut affecter l'environnement politique. Les résultats seront fonction de l'octroi de l'aide en temps opportun, du mode de gouvernement du pays bénéficiaire, de ses dirigeants et de l'histoire de ce pays.

Un phénomène troublant depuis le milieu des années 1990 tient à la dépendance accrue de l'Afrique subsaharienne vis-à-vis de l'aide publique au développement. En fait, la forte dépendance des pays africains est manifeste (et en progression) depuis les années

1970. Il faut se demander si les apports d'aide excessifs n'ont pas entravé la croissance des exportations et la formation du capital intérieur dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne au cours de la dernière génération. C'est peut-être ce qui explique, tout au moins en partie, ses résultats économiques qui sont franchement piètres.

Q: A votre avis, quel est le rôle de programmes tels que le Compte du millénaire, la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) et l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (1) dans la stratégie globale visant à faire reculer la pauvreté?

M. Radelet: L'allègement de la dette, à hauteur de 40 milliards de dollars, qui a été annoncé lors de la réunion au sommet du Groupe des huit en juillet 2005 est un accord d'importance historique qui pourrait mettre fin à vingt années de problèmes d'endettement dans 18 pays pauvres, si ce n'est plus. La difficulté maintenant consiste à aider les pays bénéficiaires à assurer une croissance économique soutenue et à réduire la pauvreté de façon qu'ils ne contractent pas de nouveau des dettes qu'ils ne pourront pas rembourser.

Malheureusement, l'accord conclu fait l'impasse sur un grand nombre de pays qui n'avaient pas emprunté suffisamment pour être considérés très endettés. C'est le cas du Kenya, du Nigeria et du Sri-Lanka, par exemple. Il serait bon de faire une proposition de même nature à ces pays. L'aide doit être affectée aux pays les plus pauvres, et non aux pays les plus endettés.

Le Compte du millénaire est un programme très important sur le plan conceptuel. Il part du principe selon lequel il convient de se doter d'un mécanisme plus favorable et plus souple pour fournir de l'aide aux pays dont la volonté d'appliquer une politique judicieuse de développement est particulièrement ferme. Il reste à voir quels seront ses résultats.

L'AGOA s'est révélée particulièrement utile, ce qui tient au fait qu'elle repose sur l'ouverture du marché des États-Unis aux pays africains. Ces derniers peuvent ainsi participer à l'économie mondiale et produire des biens capables de favoriser leur croissance à long terme.

M. Eberstadt: Le Compte du millénaire est un concept noble, mais à ce jour il a été difficile à traduire dans la pratique. C'est un programme d'ampleur trop modeste pour avoir beaucoup d'effet en accordant seulement des dons. Autrement dit, le Compte du millénaire n'est pas suffisamment important pour influencer autrement que

de manière marginale le comportement des bénéficiaires de l'aide ou les pratiques des autres bailleurs de fonds qui dispensent la plus grande partie des dons et des prêts en faveur du développement.

Le Compte du millénaire est censé incarner le concept expérimental de la « sélectivité » mis au point par la Banque mondiale et selon lequel les ressources doivent être affectées là où elles auront le plus d'effet. Le hic, c'est que les donateurs ne peuvent pas se résigner à « fermer le robinet » de l'aide à un grand nombre de pays. Les relations politiques entre les bailleurs de fonds et les États bénéficiaires de l'aide priment trop souvent sur les résultats atteints grâce à ces transferts. Dans ces circonstances, la sélectivité relève quasiment de l'impossible.

Q: Quelle est l'importance de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes pour l'efficacité de l'aide? Que peut-on faire pour améliorer la gouvernance?

M. Radelet: L'adoption d'une politique plus judicieuse et l'amélioration des institutions politiques a un effet fortement salutaire sur la croissance des pays. Ceux dont les institutions sont robustes et dont la population est en bonne santé sont en mesure d'absorber plus d'aide que les pays où sévit la corruption et dont les habitants ont une santé précaire.

Il y a eu des cas, surtout pendant la guerre froide, où les donateurs n'hésitaient pas à octroyer de l'aide à des pays dont la corruption n'était pas un secret. Cet état de fait a influencé l'opinion publique quant à l'efficacité de l'aide.

M. Eberstadt: L'un des facteurs de la corruption ou du détournement de l'aide est la sensibilisation politique des donateurs.

Il y a une relation positive entre le développement économique et l'état de droit. L'état de droit est un objectif important. Quand il s'accompagne de transparence, on voit diminuer non seulement le climat d'incertitude si peu propice aux investissements, mais aussi les coûts d'opération, et l'activité économique a davantage de chances de progresser.

Dans bien des pays, la richesse est distribuée de manière inégale, mais si une personne pauvre sait qu'elle peut compter sur la protection de la loi, la marche vers l'égalité est quasi-révolutionnaire.

Q: En cas de fraude, est-ce que l'on devrait supprimer l'aide au développement?

M. Radelet: Dans bien des cas, oui, mais pas toujours. Le fait que la corruption sévisse dans certains pays tient en partie à l'existence de la pauvreté elle-même. Il faut une forte mobilisation locale et de l'argent pour construire des institutions robustes et capables de prévenir la corruption dans divers secteurs. La volonté politique du pays ne suffit pas. Les donateurs doivent être beaucoup plus précis quant aux résultats qu'ils escomptent.

M. Eberstadt: Tout dépend des objectifs de l'aide fournie: est-elle allouée à des fins militaires ou au titre de la sécurité politique, par exemple? Quand l'affectation des fonds se fait à mauvais escient, l'argument en faveur de l'arrêt des programmes d'aide humanitaire gagne du terrain.

Q: Quels sont les problèmes associés à la politique de « conditionnalité »? D'aucuns arguent que, si la compression des dépenses, la libéralisation des échanges, la déréglementation et la privatisation sont de bonnes choses, la vitesse et le degré auxquels ces mesures sont appliquées déterminent la réussite de la politique de développement.

M. Radelet: Nous avons appris que les donateurs ne pouvaient pas imposer les réformes de l'extérieur ni les « acheter » à coups de promesses d'aide supplémentaire. Les pays doivent être eux-mêmes acquis au principe de réformes énergiques. L'aide peut soutenir l'application de politiques judicieuses, mais elle ne peut pas contraindre leur mise en œuvre.

M. Eberstadt: La conditionnalité est désirable. Malheureusement, la conduite des donateurs en la matière laisse à désirer. On ne peut pas parler de conditionnalité là où l'aide ne peut pas être supprimée. Combien d'exemples peut-on trouver au cours des générations passées où des États bénéficiaires se sont vu privés d'aide à cause des mauvais résultats de leurs programmes de développement?

Q: Un certain nombre de plans ont été proposés pour financer le développement: une facilité de financement internationale (FFI), un impôt mondial, des droits de tirage spéciaux (DTS). Au vu des contraintes considérables qui pèsent sur les pays, quels sont selon vous les meilleures méthodes de financement du développement?

M. Radelet: C'est toujours une bonne idée d'imaginer des mécanismes novateurs visant à aider les pays à développer leur économie et à réduire leur endettement, mais il n'y a pas de solution miracle. Et pas une nouvelle

formule ne pourra se substituer entièrement aux apports d'aide classique ni aux fonds du secteur privé, lesquels revêtent aujourd'hui une importance particulière dans les pays à revenu intermédiaire.

La Banque mondiale et la Banque africaine de développement doivent consentir davantage de capitaux sous forme de dons plutôt que de prêts, en particulier aux pays les plus pauvres. Les pays dont le revenu annuel moyen par habitant est inférieur à un certain montant devraient bénéficier de dons parce que ce sont eux qui se heurtent aux plus gros problèmes en matière de développement et qui sont les plus vulnérables aux chocs économiques.

Il ne faut cependant pas se contenter de faire des dons sans rien attendre en retour: les dons doivent être liés à des prescriptions de résultats, à la réalisation d'objectifs précis, par exemple la construction de certaines routes ou l'établissement d'un certain nombre de dispensaires. Les donateurs doivent récompenser en leur fournissant davantage d'aide les pays qui atteignent leurs objectifs et pénaliser ceux qui ne le font pas.

M. Eberstadt: Dans le cas des pays très endettés et à faible revenu qui ont des difficultés à assurer le service de leur dette, nous devons garder à l'esprit que les prêts ont été généralement consentis à des conditions extrêmement favorables, mais que leur rendement s'est trop souvent révélé plus que dérisoire.

Dans beaucoup de ces pays à faible revenu qui sont très endettés, ce n'est pas simplement en annulant la dette qu'on viendra à bout des problèmes économiques. Les difficultés de remboursement de prêts assortis de conditions de faveur sont révélatrices des lacunes de l'économie.

Ce qui importe avant tout, c'est de comprendre pourquoi les taux de rendement sont si faibles au lieu de se jeter tête baissée dans l'annulation de la dette. Pour ma part, je ne suis pas convaincu que l'allègement de la dette soit un outil de développement aussi important qu'on le dit. ■

(1) L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés est un programme de grande envergure relatif à la réduction de la dette de pays pauvres très endettés qui appliquent des programmes d'ajustement et de réformes appuyés par le FMI et la Banque mondiale.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'ALLIANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT MONDIAL

Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé ont prouvé qu'ils étaient capables de mobiliser des fonds et de mettre les nouvelles techniques, le capital intellectuel, la présence sur le marché et l'expertise des milieux d'affaires au service de la solution des problèmes qui entravent le développement à travers le monde.

Le présent article est extrait d'un rapport établi par l'Agence des États-Unis pour le développement international et paru en anglais sous le titre « Global Development Alliance: Expanding the Impact of Foreign Assistance Through Public-Private Alliances » (L'Alliance pour le développement mondial: élargir la portée de l'aide extérieure au moyen d'alliances entre le secteur public et le secteur privé.)

L'Alliance pour le développement mondial (GDA) a vu le jour en mai 2001 : c'est un nouveau modèle de gestion élaboré par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui mise sur la création d'alliances entre le secteur public et le secteur privé pour maximiser l'effet de l'aide publique au développement.

Constituée au départ autour d'un petit nombre de partenariats, la GDA en compte aujourd'hui des centaines qui ont été créés à l'appui de la croissance économique, de la santé publique, de l'enseignement, de la démocratie, de la gouvernance, de l'environnement et du règlement des conflits. Au cours des années budgétaires 2002 à 2004, l'USAID a ainsi mobilisé de nouveaux partenaires qui ont conclu près de 300 alliances. L'effet de levier aidant, les investissements du gouvernement des États-Unis dans la création de ces alliances, à hauteur de plus de 1,1 milliard de dollars, se sont traduits par la mobilisation de plus de 3,7 milliards de dollars quand on tient compte des ressources apportées par l'ensemble des partenaires.

Ces dernières ne se présentent pas nécessairement sous la forme d'espèces. Les nouvelles techniques, le capital intellectuel, la présence sur le marché et l'expertise des milieux d'affaires sont autant d'éléments qui ont leur importance pour faire face aux problèmes de développement auxquels nous nous heurtons aujourd'hui.

Toutefois, le concept même d'une alliance veut que tous les participants en retirent un avantage mutuel. De

fait, les partenaires de l'USAID gagnent à avoir accès aux intervenants du secteur public et au réseau de ses relations dans plus de 80 pays et missions régionales à l'étranger. Au nombre des autres avantages comparatifs figurent l'expertise de l'USAID en matière de développement, son pouvoir de coordination, un menu d'options de rachat dans le cadre d'un portefeuille de développement et une capacité de financement supplémentaire.

Les exemples ci-après forment un échantillon représentatif, encore que de petite taille, des activités entreprises par des individus et par des organismes qui ont à cœur de faire reculer la pauvreté et d'encourager la démocratisation, la réforme économique et la société civile.

ÉLARGIR L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

En 2004, les migrants mexicains et les Américains d'origine mexicaine ont envoyé au Mexique plus de 16 milliards de dollars en 2004, montant qui dépasse largement l'enveloppe de l'aide extérieure des États-Unis à ce pays. Le niveau élevé des frais de virement entrave cependant l'effet de levier des envois de fonds non seulement sur le développement durable, mais aussi sur le soutien des ménages. Si l'on réduisait les frais de virement ne serait-ce que de 1 %, ce seraient des centaines de millions de dollars supplémentaires qui iraient au Mexique. En outre, la pénurie de services financiers pénalise les pauvres : on estime à 40 % la part des Mexicains qui ont accès ni à l'épargne ni aux prêts ni à d'autres possibilités de gestion du patrimoine.

L'Alliance « Remittances for Economic Growth » (Envois de fonds pour la croissance économique) associe l'USAID au Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit ainsi qu'au réseau des mutuelles de crédit du Mexique en vue de faire diminuer les frais de virement de fonds de particuliers et d'élargir l'accès aux services financiers, tels l'épargne, le crédit et les hypothèques. Des partenaires assurent actuellement la formation d'employés de mutuelles de crédit au Mexique et la mise à jour des techniques de virements monétaires. La plus grande mutuelle de crédit du pays, la « Caja Popular Mexicana », fait partie de ce réseau.

FAIRE RECULER LE PALUDISME À L'AIDE DE PARTENARIATS AVEC LE SECTEUR COMMERCIAL

En Afrique subsaharienne, le paludisme tue plus de 2 millions de personnes chaque année. La plupart des victimes sont des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans. L'usage de moustiquaires imprégnées d'insecticide constitue l'une des méthodes prophylactiques les plus efficaces. Il a permis de faire baisser les cas de paludisme aigu de 45 %, les naissances prématurées de 42 % et toutes les causes confondues de mortalité juvénile de 20 %.

L'Alliance « NetMark » représente un investissement de l'USAID de durée limitée qui vise à réduire le fardeau que constitue le paludisme en Afrique subsaharienne en accroissant l'offre commerciale, et la demande publique, de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Cette alliance rassemble des partenaires commerciaux internationaux et africains, des organisations sans but lucratif et le ministère de la santé de divers pays, tous unis dans leur volonté de renforcer les capacités commerciales locales et de satisfaire la demande de moustiquaires pour ceux qui ont les moyens d'en acheter, de sorte que les ressources limitées des donateurs puissent être affectées à l'achat de moustiquaires pour les autres. Cette démarche repose sur une stratégie coordonnée de segmentation du marché, laquelle comporte notamment un vaste programme de coupons rabais en liaison avec la société ExxonMobil. Les réussites et les leçons tirées de la démarche multidimensionnelle de NetMark à l'appui d'objectifs de santé publique équitables et durables ont été assimilées à un modèle d'aide extérieure, connu sous le nom « Full Market Impact ».

AFFERMIR LA DÉMOCRATIE EN EUROPE DU SUD-EST

Une gouvernance transparente, responsable et efficace, conjuguée au respect des droits de l'homme et à la participation étendue des citoyens à la prise de décisions, constitue un fondement essentiel d'une démocratie en pleine maturité. Ces facteurs contribuent à la stabilité régionale et encouragent l'intégration aux institutions euro-atlantiques, telles l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord.

Le Fonds pour la démocratie dans les Balkans a pour double objectif d'appuyer une gouvernance de qualité et d'accroître la participation civique en Europe du Sud-Est, et ce grâce à l'octroi de subventions. Chaque année, ce fonds accorde une aide financière d'un montant total de plus de 2 millions de dollars à des groupements de

citoyens, à des ONG de proximité, à des gouvernements locaux et régionaux, à des centres d'études et de recherches, à des établissements d'enseignement et à des médias des Balkans. Le fait d'investir dans les groupes sur le terrain et dans la société civile a pour effet de renforcer les institutions démocratiques et les processus politiques ainsi que de favoriser le développement politique et social de l'ensemble de la région, ce qui est indispensable à la stabilité à long terme. Qui plus est, le Fonds pour la démocratie dans les Balkans met en valeur le profil de la région et il encourage son intégration aux structures euro-atlantiques.

REMETTRE SUR PIED L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE DE L'ANGOLA

La guerre civile qui a sévi pendant vingt-sept ans en Angola a laissé dans son sillage 2 millions de personnes déplacées, une infrastructure agricole sens dessus dessous et une économie en lambeaux. Exportateur net de produits vivriers avant la guerre, l'Angola est aujourd'hui tributaire de l'aide extérieure pour nourrir sa population. En outre, les échelons inférieurs de l'administration trahissent une faiblesse certaine en matière de fourniture de biens et de services publics, tandis que l'existence de règlements onéreux entrave les tentatives faites en vue de relancer l'économie au moyen de la création d'entreprises.

À la suite de l'accord de paix conclu en 2002, le président José Eduardo dos Santos s'est adressé directement au président-directeur général de la société Chevron, M. Dave O'Reilly : il lui a demandé de prendre en considération le passé de cette société qui était depuis des dizaines d'années le plus grand investisseur et le premier employeur du pays. En réponse, M. O'Reilly a créé une alliance avec l'USAID, l'« Enterprise Development Alliance », dans le cadre de laquelle l'USAID et la société Chevron se sont engagées à allouer au moins 10 millions de dollars chacune à la mise en œuvre d'initiatives axées sur le développement du secteur agro-alimentaire ainsi que des petites et moyennes entreprises, sur le renforcement de la capacité du secteur financier en vue de l'élargissement de l'accès au crédit, sur la fourniture de services de soutien, tant financier que technique, en matière d'activités agro-alimentaires, qu'il s'agisse, par exemple, de la multiplication des semences ou de la diversification des cultures. La société Chevron et l'USAID explorent diverses possibilités de création d'un partenariat de la deuxième génération capable de poursuivre l'objectif de la relance de l'économie et d'amener l'Angola à tirer parti de toutes ses possibilités.

ALIMENTER EN EAU POTABLE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Près de 20 % des habitants de la planète, soit 1,2 milliard de personnes, n'ont pas accès à l'eau potable, et 2,4 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires décentes. Rien qu'en 2000, 1,3 million d'enfants de moins de cinq ans sont morts de maladies diarrhéiques liées à l'eau insalubre et à des conditions inadéquates en matière d'hygiène. Dans l'ensemble des pays en développement, les pauvres souffrent de maladies liées à l'eau qui pourraient être évitées, tels le ver de Guinée, la cécité des rivières et le trachome, la première cause de cécité évitable au monde. Dans les villages pauvres et vulnérables du Ghana, du Niger et du Mali, les questions de santé et de moyens de subsistance qui sont associées aux ressources hydriques revêtent une importance vitale. La sécurité alimentaire et la santé des écosystèmes – les deux piliers de toutes les formes de vie – supposent l'existence de sources durables d'eau propre que les habitants des pays développés tiennent pour acquises.

L'USAID s'est associée à la Fondation Conrad Hilton, à l'organisme « World Vision » et à plusieurs organisations internationales pour former l'initiative sur l'eau en Afrique de l'Ouest, programme d'une enveloppe de 41 millions de dollars qui a pour but d'assurer la fourniture de services d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène au Ghana, au Mali et au Niger. Des partenaires œuvrent à l'échelle tant nationale que locale en vue d'accroître l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires : construction de puits, autres sources d'eau et latrines. En outre, cette alliance sensibilise la population aux maladies transmises par de l'eau contaminée et elle encourage la gestion durable de l'eau dans le cadre de projets d'intérêt collectif.

GARANTIR LE CRÉDIT COMMERCIAL AUX COOPÉRATIVES DE CAFÉ

En Amérique latine et en Afrique de l'Est, beaucoup de petits cultivateurs de café de spécialité ont le plus grand mal à soutenir la concurrence sur le marché mondial. Comme il leur est souvent impossible d'obtenir auprès des banques locales le financement dont ils ont besoin pour investir tout au long du cycle de production, les intermédiaires sur le terrain peuvent acheter le café au moment de la cueillette à des prix qui ne permettent pas aux producteurs d'agrandir leur exploitation ni même, dans bien des cas, de subvenir aux besoins de leur famille. Toutefois, face à la demande mondiale croissante de produits naturels de meilleure qualité et vendus à des prix plus élevés, tel le café de spécialité, les cultivateurs ont

l'occasion d'augmenter leur revenu grâce à l'accès au crédit, à l'établissement de rapports avec le marché mondial et aux prix plus élevés réservés aux produits écologiques.

L'Alliance financière pour le commerce durable associe l'USAID à des prêteurs non classiques, autrement dit à des intervenants qui tiennent compte des intérêts de la collectivité, tels « EcoLogic Finance », des importateurs, des torréfacteurs et des organismes indépendants d'étiquetage écologique et d'établissement de bilan social. Ces groupes s'emploient ensemble à accroître l'accès à des sources de financement en temps opportun pour les coopératives agricoles qui sont acquises aux pratiques écologiques, en ce qui concerne la culture, la récolte et la transformation des produits. Les prêts sont consentis directement aux coopératives qui ont conclu des accords avec des acheteurs. Celles-ci ont alors des fonds en caisse pour payer les cultivateurs dès la livraison des récoltes. De surcroît, ce modèle de gestion permet aux coopératives de ne pas passer par des intermédiaires et de vendre directement à de grandes sociétés telles l'entreprise de torréfaction « Green Mountain Coffee Roasters » et la société Starbucks, qui se sont engagées à promouvoir le commerce équitable d'un produit dont la culture et la vente font vivre des millions de personnes dans les pays en développement.

CRÉER UN PROGRAMME DE MENTORAT EN FAVEUR DES JEUNES ARABES

Les pays arabes figurent au nombre des États dans lesquels les jeunes constituent une part importante de la population, mais où le taux de chômage des jeunes se situe aussi parmi les plus élevés au monde. Alors qu'on estime à 100 millions le nombre d'emplois qu'il faudra créer au cours des vingt prochaines années, le système éducatif de ces pays n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, de préparer les jeunes diplômés aux besoins du marché du travail. Ce problème se révèle particulièrement grave dans les pays producteurs de pétrole qui n'ont pas adéquatement diversifié leur base économique.

« INJAZ-Arabia » est une initiative du secteur privé qui se propose de préparer la prochaine génération de chefs d'entreprise. De grandes sociétés, l'USAID, l'initiative de partenariat entre les États-Unis et le Moyen-Orient (la MEPI) et des ministères de l'éducation joignent leurs efforts pour envoyer des cadres supérieurs partager bénévolement leur expérience professionnelle, leur savoir-faire et leurs réussites avec des jeunes des pays arabes. Ceux-ci se familiarisent avec la façon dont le secteur

bancaire appuie les milieux d'affaires et l'industrie, et ils apprennent à gérer leur budget, à suivre les cours de la Bourse et même à simuler la vie d'une entreprise en formulant un plan commercial qui va de la création à la liquidation. Des entreprises locales et des multinationales font preuve d'un intérêt croissant pour la participation à l'initiative INJAZ, dans laquelle elles voient l'occasion d'affirmer leur conscience sociale.

ASSURER LA DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ AU MINDANAO MUSULMAN

La partie australe de l'archipel des Philippines est en proie à des troubles civils et à la violence depuis une trentaine d'années. Le délaissement et l'exploitation alimentent un mouvement de guérilla dans cette région à la population essentiellement musulmane. En 1996, la signature d'un accord de paix entre le gouvernement national et les rebelles a abouti à la création de la région autonome du Mindanao musulman, portant en germe la promesse du développement social et économique. Or, pour que le développement ait lieu, il faut que la distribution d'électricité coûte moins cher et qu'elle soit plus répandue. Les îles du sud des Philippines sont très éloignées du réseau énergétique national, ce qui nuit aux activités productrices de revenus et amène la population à recourir aux lampes à kérosène, qui sont une source d'émission du gaz carbonique.

L'alliance formée par l'USAID en faveur de l'énergie renouvelable hors réseau (« Alliance for Mindanao Off-Grid Renewable Energy » ou AMORE) fournit des lampes fluorescentes compactes, alimentées par piles solaires, et des réverbères de même type à la région autonome du Mindanao musulman. Cette initiative vise à accroître la sécurité dans les rues ainsi qu'à augmenter considérablement la productivité commerciale et scolaire en permettant aux salariés et aux élèves de continuer de travailler après la tombée du jour. De même, l'allongement de la durée de l'éclairage rend service aux personnes qui sont désireuses de monter leur entreprise de fabrication de tapis ou d'autres articles d'artisanat local.

RENFORCER LES COLLECTIVITÉS

Les activités humaines à caractère peu viable, comme la culture sur brûlis et la collecte de bois de chauffe, ont détruit des millions d'hectares de forêts en Afrique. L'arrachage des arbres expose le sol aux vents asséchants et aux chutes de pluie, ce qui entraîne l'érosion et la disparition de la couche arable. Les cultivateurs vont alors s'installer ailleurs ; ils se remettent à défricher la terre et répètent ce cycle fatidique jusqu'à la destruction de l'écosystème local. Ce comportement a pour cortège de conséquences la sécheresse, la famine, l'incidence accrue de maladies (dont le sida) et, à terme, l'effondrement de collectivités naguère écologiquement viables. Les personnes prises au piège dans ces paysages dévastés n'ont guère d'autres possibilités.

Face aux difficultés dont ont fait part en 1999 des cultivateurs tanzaniens qui pratiquaient une agriculture de subsistance et qui avaient été invités à prendre part à des discussions en petits groupes dans le contexte d'activités de développement des collectivités, sous les auspices de groupes à vocation religieuse, l'USAID a mis sur pied un programme de plantation d'arbres, le TIST (« The International Small Group and Tree Planting Program »), dans le cadre duquel elle encourage les cultivateurs à restaurer les écosystèmes et à assurer la pérennité des collectivités rurales : encouragement, formation, organisation, technologie, obligation de rendre des comptes, telles sont les armes dont se sert l'USAID pour atteindre son objectif. En faisant fond sur les réussites à l'échelon local, le TIST donne aux villageois les moyens d'améliorer leur existence et l'environnement. À cette fin, les participants au TIST ont notamment recours à des dispositifs GPS (système mondial de localisation) et à des assistants personnels numériques. ■

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ D'UNE FAÇON RENTABLE

Zenia Tata

L'organisme sans but lucratif « International Development Enterprises » (IDE) fournit depuis vingt-cinq ans des techniques et du matériel agricoles à un prix abordable ainsi qu'un accès aux débouchés. Il considère que le manque d'accès à l'eau et son contrôle constituent les principaux obstacles auxquels se heurtent les petits agriculteurs pauvres dans le monde entier.

Mme Zenia Tata est la directrice générale de l'IDE-USA. Originaire de Bombay (Inde), elle a accumulé quinze années d'expérience avec des organismes sans but lucratif tant en Inde qu'aux États-Unis.

Plus de 900 millions d'habitants de notre planète vivent non sans mal grâce à l'agriculture de subsistance. Ces agriculteurs dépendent des pluies saisonnières, mais erratiques, et en général ils ne sont pas en mesure de produire suffisamment de vivres pour leur famille tout au long de l'année.

Cela fait vingt-cinq ans que l'organisme mondial sans but lucratif « International Development Enterprises » (IDE) contribue à la réduction de la pauvreté des agriculteurs qui pratiquent l'agriculture de subsistance en leur fournissant des techniques et du matériel à un prix abordable et en leur donnant accès aux marchés. Ces deux aspects de l'activité de l'IDE permettent aux agriculteurs de produire suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille et d'obtenir un revenu en vendant les excédents de leur production.

Depuis 1981, l'IDE a permis à plus de 2 millions de ménages ruraux de sortir définitivement de la pauvreté. Son objectif pour les quinze prochaines années est de permettre à 20 millions de ménages ruraux de plus d'échapper à la misère. En doublant, voire triplant, leurs revenus, les agriculteurs peuvent subvenir aux besoins de leur famille en matière d'alimentation, de médicaments et d'éducation des enfants et avoir accès à tous les autres avantages qui viennent avec l'amélioration de leur situation économique.

LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

L'IDE traite la réduction de la pauvreté comme une entreprise en prenant pour principe directeur la conviction selon laquelle toute personne, si on lui en donne la possibilité, investira dans sa vie pour échapper définitivement aux ravages de la pauvreté. L'IDE considère tous les agriculteurs comme des participants à l'économie mondiale et applique un plan stratégique qui leur permet de le devenir.

Le manque d'eau tout au long de l'année est le principal obstacle auquel se heurtent les agriculteurs pauvres. De simples pompes et des moyens d'irrigation par goutte à goutte à faible coût sont essentiels à l'augmentation de leur production agricole. L'IDE adapte des techniques connues de manière à rendre leur prix abordable. C'est ainsi qu'elle a adapté une pompe à pédale dont le prix est de 50 dollars pour qu'elle ne coûte plus que 7 dollars et des réservoirs d'eau destinés à permettre l'irrigation des champs pendant la saison sèche pour qu'ils ne coûtent que 10 dollars.

L'IDE améliore aussi les circuits de distribution de ces techniques aux pauvres et facilite la création de marchés où les agriculteurs peuvent vendre leurs produits.

Cette ligne d'action consistant à donner aux agriculteurs une assistance technique a eu une incidence considérable sur la vie de plus de 12,5 millions de personnes. Au Népal, des producteurs de légumes ont pu amortir un investissement de 50 dollars chacun et gagner 300 dollars de plus en un an. En Zambie, en investissant seulement 120 dollars dans une pompe d'irrigation, même des agriculteurs qui avaient perdu tout leur bétail des suites d'une maladie ont réussi à augmenter considérablement leur revenu et à subvenir aux besoins alimentaires de leur famille et aux besoins éducatifs de leurs enfants. (En Afrique, le prix de la pompe à pédale, 120 dollars, comprend aussi les frais de forage d'un puits.)

À cet égard, l'IDE jouit du soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui a consacré à ce jour plus de 4 millions de dollars à des projets au Népal et en Zambie.



Une Népalaise fait fonctionner une pompe à pédale en bambou.

LA CRÉATION DE DÉBOUCHÉS POUR LES AGRICULTEURS NÉPALAIS

Les rendements agricoles du Népal sont bien moindres que ceux des pays limitrophes. Le projet « Smallholder Irrigation Market Initiative » (SIMI) est réalisé dans le cadre d'un partenariat entre l'IDE et l'organisation non gouvernementale « Winrock International », dont le financement est assuré en grande partie par l'USAID. L'objectif de ce projet, qui a commencé en 2003 dans 9 districts sous-développés des régions du centre-ouest et de l'ouest du Népal, est de permettre à 27 000 ménages ruraux pauvres (135 000 personnes) d'augmenter leur revenu de 50 % au cours d'une période de 3 ans en vendant des légumes tels que chou-fleur, chou et poivron vert dont la production est plus rentable. La contribution financière de l'USAID à ce projet est de 3 millions de dollars contre 1 million de dollars pour celle de « Winrock International » et de l'IDE.

Le projet SIMI encourage la micro-irrigation et aide à mettre en place des circuits d'approvisionnement pour renforcer les moyens des fabricants de matériel agricole, de vendeurs et d'installateurs de ce matériel ainsi que des fournisseurs de semences et d'engrais. Dans le cadre de programmes locaux de mobilisation de la population, le SIMI informe les agriculteurs des nouvelles possibilités et leur permet d'avoir un meilleur accès aux marchés appropriés.

Si la création de revenus est un aspect essentiel du SIMI, l'hygiène fait également partie de ce projet, qui

offre une formation notamment en ce qui concerne la nécessité de se laver souvent les mains et d'utiliser des latrines.

Les nouvelles sources d'approvisionnement en eau ne servent pas qu'à irriguer les champs, mais aussi à alimenter en eau potable les habitations.

Par ailleurs, le SIMI a un programme de formation portant sur l'alphabétisation des femmes et des groupes désavantagés ainsi que sur l'obtention par des agriculteurs de prêts à faible taux d'intérêt. Pendant sa première année d'exécution, 15 700 ménages, soit quelque 100 000 personnes dont 47 % étaient des femmes, en ont bénéficié. Le revenu moyen de chaque ménage a augmenté de plus de 50 % en un an.

Malgré l'accroissement des activités des insurgés maoïstes, le SIMI a réussi à améliorer la situation économique de l'ensemble de la population intéressée. Les agriculteurs ont consacré 207 000 dollars de leurs propres revenus à l'achat de matériel, et le produit de leurs ventes a atteint 2 millions de dollars. Ce n'est là que le début de leur passage de la pauvreté à une activité rentable.

LA CRÉATION DE DÉBOUCHÉS EN ZAMBIE

En 2003, avec l'aide de l'USAID et d'autres partenaires, l'IDE a lancé un projet (« Smallholder Market Creation » ou SMC) d'une durée de deux ans en Zambie, qui est exécuté avec l'aide de l'organisme « Winrock International ». L'objectif de ce projet est de faire participer 2 000 ménages ruraux aux marchés agricoles où ils auront accès à des techniques de micro-irrigation, à des semences de qualité et à des engrais. Ils pourront ainsi vendre leurs produits avec profit et gagner un revenu supplémentaire net de 300 dollars par an.

Ce projet est considéré comme la première phase d'un programme d'une durée de six ans dont doivent bénéficier plus de 10 000 ménages, soit 50 000 personnes. Au bout de six ans, on s'attend que chaque ménage ait un revenu supplémentaire de 500 dollars par an, ce qui représente une augmentation importante pour des personnes qui ont tout juste de quoi vivre.

Le personnel du projet en Zambie a commencé par viser des marchés situés dans des zones très peuplées où il existe une demande pour des produits à fort rapport économique, dont les piments et le coton. Il a mis en œuvre une stratégie destinée à faciliter l'alimentation en eau et à commercialiser du matériel de micro-irrigation. Au cours des 6 premiers mois du projet, il a recruté 1 070 agriculteurs désireux de cultiver des plantes de piment pendant la saison des pluies et la saison sèche. Ceux-ci ont

acheté 390 pompes à pédale pour irriguer leurs champs pendant la saison sèche, ce qui leur a permis d'obtenir deux récoltes par an au lieu d'une seule et de doubler ainsi leur revenu.

Le projet SMC a aussi offert des cours de formation sur le renforcement des capacités et trouvé des débouchés pour 1 143 agriculteurs, dont 27 % étaient des femmes. Grâce à un premier investissement de , les agriculteurs ont pu faire assez de bénéfices pour subvenir aux besoins de leur famille. L'objectif de l'IDE est de créer un soutien durable en matière de marché pour que les agriculteurs puissent parvenir à l'autosuffisance. Les agriculteurs participent sur un pied d'égalité à une économie de marché viable. En tirant parti de leur esprit d'entreprise, l'IDE transforme radicalement les méthodes de réduction de la pauvreté en donnant les moyens aux ruraux pauvres d'augmenter leur production vivrière, de créer des emplois et d'obtenir un revenu suffisant pour se sortir définitivement de la pauvreté. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS AGRICOLES DE L'ÉTHIOPIE



Kristina Stefanova, Agence des États-Unis pour le développement international

Des femmes et des enfants cueillent des haricots verts à la coopérative maraîchère de Dodicha. Ces haricots seront vendus à un exportateur local, qui les vendra à des supermarchés en Europe.

À Ziway, quelques dizaines de femmes et d'enfants éthiopiens cueillent des haricots verts au milieu de l'après-midi. Ils remplissent leur panier, le pèsent, puis le vident dans des caisses en plastique qu'un tracteur transporte jusqu'aux bâtiments d'une exploitation agricole situés non loin de là.

Les haricots y sont triés en fonction de leur taille, emballés et transportés à l'aéroport d'Addis-Abeba. Deux ou trois jours plus tard, un consommateur européen pourra acheter dans une épicerie des haricots verts frais en provenance d'Éthiopie.

Jusque récemment, les agriculteurs de Ziway cultivaient indépendamment leurs petites parcelles de terre et vendaient leurs haricots verts sur le marché local à un prix très faible, alors que l'entreprise d'horticulture «Ethioflora», qui exporte à l'étranger, ne pouvait répondre à la demande à cause de l'insuffisance de sa production.

Tout cela a changé lorsque l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a financé un projet à hauteur de 1,1 million de dollars visant à aider les agriculteurs à s'organiser et à créer des coopératives, à améliorer l'irrigation et à produire des haricots verts de qualité pour les vendre à Ethioflora à

un prix quatre fois supérieur à celui du marché local.

Grâce à l'augmentation de la production des petites exploitations, Ethioflora a pu accroître ses débouchés en Europe et obtenir l'autorisation des autorités éthiopiennes pour que le nombre de vols de fret soit augmenté.

Selon le directeur d'Ethioflora, Mulugeta Abebe, son entreprise se heurtait à de nombreuses difficultés auparavant. «Il n'y avait pas de coordination entre les agriculteurs (...). Ceux-ci avaient besoin d'apprendre à moderniser leurs techniques et à irriguer leurs champs. Tout cela n'était pas possible avant l'aide d'ACDI/VOCA.» (ACDI/VOCA est un groupement sans but lucratif qui encourage la croissance économique dans les zones rurales des pays en développement. Sa formation remonte à 1997 lorsque les associations «Agricultural Cooperative Development International» (ACDI) et «Volunteers in Overseas Cooperative Assistance» (VOCA) ont fusionné.)

Souvent lorsque les petits producteurs se mettent en rapport avec un acheteur d'un pays étranger, ils ne sont pas en mesure de répondre à la demande à cause de moyens de production périmés et de l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée ou de moyens de transport.

ACDI/VOCA les aide à surmonter ces obstacles.

La vie d'Ayu Deme a changé depuis qu'elle a adhéré à la coopérative maraîchère de Dodicha il y a quatre ans. Les 155 membres de cette coopérative cultivent près de 70 hectares. En 2004, ils ont commencé à fournir des haricots verts à Ethioflora et à faire des bénéfices importants. Ayu Deme est maintenant en mesure d'envoyer ses enfants à l'école, d'acheter des vêtements pour toute la famille et des bœufs.

L'amélioration des conditions de vie des agriculteurs est un des grands objectifs du programme de coopératives agricoles et du programme de débouchés pour l'horticulture, qui mettent tous deux l'accent sur l'accroissement des débouchés pour les agriculteurs. Depuis le début de la création de coopératives en 1999, ACDI/VOCA a aidé quelque 650 coopératives comprenant 673 000 membres. Ces coopératives reçoivent une assistance technique afin de leur permettre de se conformer aux normes d'exportation de produits de qualité, d'adopter de bonnes méthodes de gestion et d'apprendre les principes de l'économie de marché. En cinq ans, la valeur des céréales, du café et de la canne à sucre vendus par des coopératives est passé de 1 million de dollars à plus de 20 millions.

En ce qui concerne la culture du café, une coopérative aide ses membres à avoir accès des machines de dépulpage du café et à d'autres machines spécialisées qui permettent d'obtenir un café de meilleure qualité. Les coopératives aident aussi les agriculteurs à obtenir un meilleur prix pour leur café.

L'Éthiopie produit quelque 270 000 tonnes de café par an, dont près de la moitié est consommé dans le pays. ACDI/VOCA aide les coopératives à vendre leur café sur le marché mondial, où les prix sont plus élevés. Alors que les exportations de café éthiopien n'étaient que de quelques centaines de tonnes en 2000, les coopératives ont vendu en 2004 près de 7 500 tonnes de café de qualité dans divers pays du monde. Ces quatre dernières années, elles ont distribué quelque 2,3 millions de dollars de bénéfices à leurs membres.

Pour Bekele Mantala, qui est membre de la coopérative Wottona Bultuma de Yirgalem, le revenu supplémentaire dont il bénéficie a entraîné plusieurs changements. Père de 2 jeunes enfants, il loue maintenant des terres supplémentaires sur lesquelles il cultive du café et du maïs. Il a récemment acheté un terrain pour construire une maison et, en juillet 2004, il a ouvert un petit magasin où il vend du café et du maïs. Il paye également les études de ses trois jeunes frères et a de grands projets pour l'avenir. « Il me faut agrandir le magasin et vendre d'autres produits tels que des céréales. Je veux aussi louer d'autres terres », a-t-il dit. ■

Source : texte préparé par Kristina Stefanova, rédactrice en chef adjointe de la publication « Frontlines » de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

L'INITIATIVE EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE

Laura Lartigue

En Afrique subsaharienne, des millions d'enfants, dont la majorité sont de sexe féminin, n'ont pas accès à l'enseignement primaire. Quant à ceux qui sont scolarisés, ils reçoivent souvent un enseignement de si piètre qualité qu'ils ne parviennent pas à acquérir ne serait-ce qu'un minimum de connaissances en lecture et en écriture. Face à cet état des choses, le président George Bush a annoncé en 2002 le lancement d'une initiative en faveur de l'enseignement en Afrique, programme pluriannuel d'une enveloppe de quelques centaines millions de dollars qui est destiné à assurer la formation d'enseignants et à fournir du matériel pédagogique. La Guinée est l'un des nombreux pays à tirer déjà parti des fruits de cette initiative: la formation d'enseignants est en cours, des livres de classe sont en préparation et d'autres sont distribués aux écoliers du primaire, et les filles poursuivent leurs études grâce à un volet de l'initiative du président connu sous le nom de Programme de bourses de l'ambassadeur pour la scolarisation des filles (« Ambassador's Girls Scholarship Program » ou AGSP).

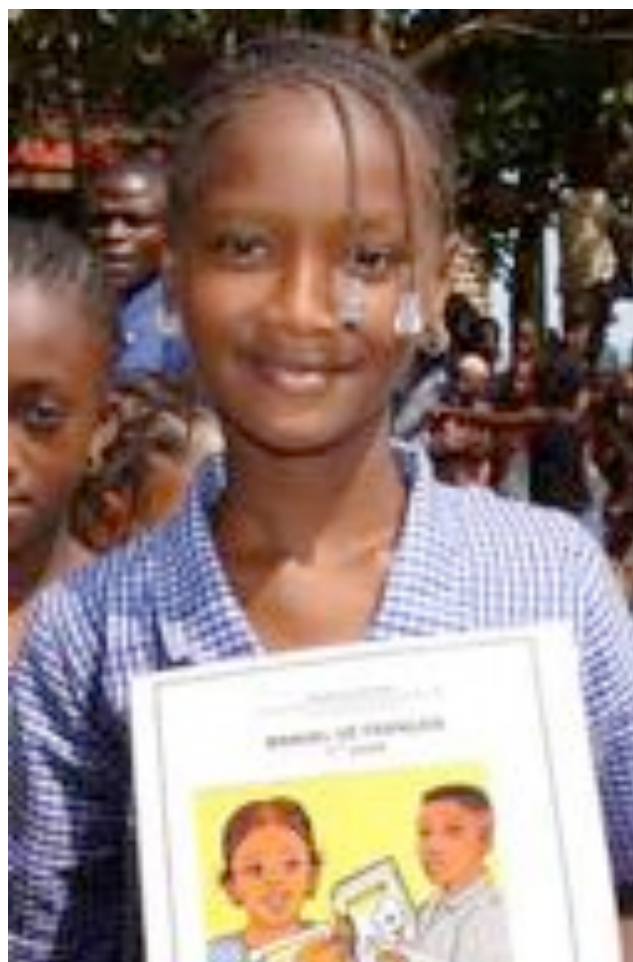
Mme Laura Lartigue est membre de la mission de l'USAID en Guinée.

Les progrès de l'Afrique dépendent aussi du degré d'instruction des jeunes Africains (...) Pour que l'Afrique puisse tirer parti de toutes ses possibilités, il faut que les enfants aient la possibilité d'étudier et d'apprendre.
George Bush, président des États-Unis d'Amérique

En juin 2002, le président Bush a annoncé que les États-Unis affecteraient 200 millions de dollars, au cours de la période allant de 2002 à 2006, à l'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique (« Africa Education Initiative » ou AEI). Ce programme, qui est mis en œuvre par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), vise à assurer la formation d'enseignants et à fournir du matériel pédagogique dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Les trois principaux objectifs de cette initiative sont les suivants :

- former plus de 160 000 nouveaux enseignants et assurer la formation sur le tas de plus de 260 000



Une écolière guinéenne montre son tout nouveau livre de français qui a été édité dans le cadre de l'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique.

enseignants déjà en poste ;

- créer un partenariat avec des universités traditionnellement noires des États-Unis en vue de mettre à la disposition des jeunes Africains d'âge scolaire 4,5 millions de livres de classe et d'autres formes de matériel pédagogique en langues locales ;
- décerner 250 000 bourses à de jeunes Africaines pour leur permettre de poursuivre leurs études.

De surcroît, l'AEI entend accroître le rôle des parents africains dans l'éducation de leurs enfants en rendant les systèmes scolaires plus transparents et davantage réceptifs aux réformes proposées par les parents. Cette initiative se propose aussi de faire face aux répercussions du sida sur la

scolarisation et sur le système éducatif.

Quand le président a annoncé cette nouvelle initiative, les écoliers guinéens ne savaient pas quelles villes seraient sélectionnées. C'est Conakry, la capitale, qui a été choisie en mai 2004 pour lancer la composante « livres de classe ». Et en février 2005, 12 fillettes du village de Tanéné ont été les premières bénéficiaires de la distribution de fonds et de matériel pédagogique dans le cadre de l'AGSP.

DES LIVRES DE CLASSE POUR LES JEUNES GUINÉENS

Par des chants et des danses, des écoliers tout sourire venus de tous les quartiers du centre-ville de Conakry ont animé une cérémonie tenue en mai 2004 à l'école primaire Frederico Mayor. Au cours de cette cérémonie, l'USAID a distribué plus de 500 000 livres de classe destinés à être utilisés pendant les deux premières années d'enseignement primaire à travers toute la Guinée.

La Guinée est le premier des 6 pays africains à bénéficier de la composante « livres de classe » de l'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique. Des livres de classe et du matériel pédagogique ont déjà été non seulement mis au point, mais aussi distribués à des écoliers d'Afrique du Sud, du Bénin, d'Éthiopie, de Namibie et du Sénégal.

Les livres destinés à la Guinée sont le fruit d'une étroite collaboration entre le ministère guinéen de l'enseignement pré-universitaire et de l'éducation civique et deux universités des États-Unis traditionnellement noires, à savoir l'université Hampton en Virginie et l'université Dillard en Louisiane. Ces deux établissements poursuivent les travaux engagés dans le cadre de ce partenariat et ils préparent d'autres livres pour des classes d'un niveau plus avancé.

L'un des auteurs guinéens des livres scolaires, Kadiatou Bah, se félicite des résultats : « C'est parce que nous avons collaboré que nous avons réalisé un produit de qualité. Nous avons pu choisir le contenu et les illustrations des livres de classe afin qu'ils correspondent aux réalités de l'existence des petits Guinéens, et les universités américaines nous ont aidés en matière d'imprimerie, et voilà comment est né ce produit de qualité. »

Dans un pays où le taux d'alphabétisation des adultes oscille aux alentours de 40 % seulement et où les enfants des zones rurales, surtout les filles, se heurtent à des obstacles de taille en matière d'accès à un enseignement de base, le renforcement du système éducatif de la Guinée assorti de la garantie d'un enseignement de qualité revêt une importance essentielle pour le développement du pays.

Pour sa part, le ministre guinéen de l'enseignement pré-universitaire et de l'éducation civique, M. Galema

Guilavogui, n'a pas caché sa satisfaction : « Nos partenaires américains, a-t-il dit, comprennent que le succès de notre programme éducatif en Guinée est une mesure du développement harmonieux de notre pays (...). La fourniture de livres de qualité et en quantité suffisante nous aide à accomplir une partie essentielle de notre programme, à savoir l'amélioration de la qualité de l'enseignement, et elle aidera nos enfants à réussir à l'école. Nous en sommes extrêmement reconnaissants. »

DES BOURSES D'ÉTUDES POUR LES JEUNES GUINÉENNES

M. Dawda Compo, un petit cultivateur de Tanéné, village situé en dehors de l'agglomération de Boké, dans l'ouest du pays, jette un regard plein de fierté sur sa fille, Fatou, âgée de douze ans : elle a reçu une bourse d'études dans le cadre du Programme des bourses de l'ambassadeur pour la scolarisation des filles que parraine l'USAID. « Je crois que la bourse va la motiver, dit son père. C'est aussi un soulagement pour nous. Je suis un cultivateur pauvre et je ne suis jamais allé à l'école. Si ma fille n'est pas instruite, la vie sera dure pour elle. Et si elle fait des études, qui sait ? Peut-être qu'elle deviendra présidente ! »

Comme tant d'autres habitants du village de Tanéné, M. Compo a encouragé sa fille à fréquenter l'école. L'enthousiasme des villageois pour la scolarisation des filles et son attachement à cette cause ont fait de Tanéné le site idéal de la cérémonie au cours de laquelle on allait célébrer l'octroi de bourses à 6 000 fillettes en cinquième et en sixième années d'études dans des écoles réparties sur l'ensemble du territoire.

Douze fillettes de Tanéné, dont Fatou, ont reçu une bourse d'études lors d'une cérémonie organisée en février 2005 à l'école primaire d'Hamdallaye et au cours de laquelle l'ambassadeur des États-Unis en Guinée, M. Jackson McDonald, a remis les premières bourses en un geste symbolique. On notait aussi la présence de nombreuses personnalités, dont M. Galema Guilavogui, le gouverneur de Boké, des pédagogues américains et guinéens ainsi que des représentants de l'association locale parents-enseignants et de l'Alliance locale pour la scolarisation des filles, deux groupes résolument acquis à la scolarisation des fillettes dans la région.

LA SATISFACTION DES BESOINS PRATIQUES

D'un montant d'une centaine de dollars chacune, les bourses décernées lors de la cérémonie couvrent l'achat de livres de classe, de cahiers, d'un dictionnaire, de stylos, de crayons et du tissu nécessaire à la confection de l'uniforme

scolaire obligatoire; il reste ensuite un peu d'argent pour couvrir les frais d'inscription à l'école et d'assurance médicale: autant de considérations pratiques destinées à alléger le fardeau de la scolarisation des filles pour les familles et à encourager les élèves exceptionnelles à viser toujours plus haut.

Dans le cadre de l'initiative du président Bush en faveur de l'enseignement en Afrique, l'ambassade des États-Unis en Guinée et l'USAID ont mis sur pied le programme de bourses AGSP. Son double objectif principal consiste à promouvoir les possibilités d'accès à l'enseignement pour les filles et à sensibiliser l'opinion à l'importance qu'il y a pour elles d'être scolarisées pendant tout le cycle du primaire. En outre, l'AGSP comporte un volet «mentorat», des projets novateurs axés sur la scolarisation des filles et la tenue d'activités spéciales en l'honneur de la Journée nationale de la scolarisation des filles.

Les jeunes Guinéennes ont de nombreux obstacles à surmonter pour fréquenter l'école. Leurs parents citent notamment l'incapacité dans laquelle ils se trouvent de payer les frais de scolarité, les travaux ménagers et aux champs qui font partie du quotidien de leurs enfants, le fait que les filles doivent s'occuper des plus jeunes qu'elles dans la famille, et l'éloignement des établissements scolaires, dans le primaire comme dans le secondaire. Le taux de scolarisation des jeunes Guinéennes était de 67 % au niveau national, mais de 58 % seulement en milieu rural au moment de la mise en route de l'AGSP. Malheureusement, le taux d'abandon est très élevé parmi les écolières du primaire.

LES CRITÈRES DE SÉLECTION

Au vu de cette situation, les critères de la sélection des élèves boursières tiennent compte des difficultés auxquelles se heurtent les fillettes des familles pauvres, les orphelines ou les jeunes qui vivent loin de leur famille, celles qui sont handicapées, les victimes d'une grossesse précoce et les fillettes séropositives ou durement touchées par le sida. En outre, l'AGSP récompense les élèves qui font de bonnes études et il les encourage à continuer sur leur lancée ainsi qu'à donner l'exemple aux autres jeunes Guinéennes. Les critères de la sélection des établissements scolaires et des fillettes ont été élaborés par un comité directeur national placé sous la présidence de M. Guilavogui et auquel participaient également des représentants de grandes organisations ayant à cœur la scolarisation des filles en Guinée.



Des petits Guinéens font leur travail de classe.

«L'octroi de bourses allège la charge des parents de cette commune, qui sont très pauvres, dit Hawa Sané, qui est à la tête de l'Alliance locale pour la scolarisation des filles. Nous pensons aussi qu'il va motiver les fillettes et encourager toutes les autres aussi à bien travailler à l'école.»

Outre l'AGSP, un programme complémentaire est en cours d'application en Guinée. Administré par un organisme partenaire de l'USAID, en l'occurrence l'«Educational Development Center» (EDC), ce programme offre plus de 2 600 bourses à des fillettes inscrites en cinquième et en sixième années d'études dans des écoles situées à Conakry ou en milieu rural. L'EDC a aidé l'USAID à étendre le programme de bourses à l'ensemble du territoire.

LA PORTÉE DES MESURES EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT

La Guinée a atteint les trois grands objectifs de l'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique. Indépendamment des composantes relatives aux livres de classe et à l'octroi de bourses, la formation des enseignants sous le parrainage de l'USAID est une activité constante qui vise à améliorer la qualité des cours dans le primaire. Dans le souci d'assurer la pérennité et la portée à long terme des trois volets de cette initiative, l'USAID, qui est actuellement l'organisme dont la contribution au programme Education pour tous de la Guinée est la plus importante, œuvre en étroite collaboration avec le gouvernement guinéen.

Malgré la pénurie d'enseignants et de matériel pédagogique dont la Guinée continue de pâtir, certains signes portent à l'optimisme. Selon le ministère de l'éducation nationale, le pourcentage des enfants inscrits

dans le primaire au cours de l'année scolaire 2003-2004 est passé de 74 % à 77 % ; parmi les fillettes, il a atteint 70 %, contre 67 % précédemment. Les progrès sont particulièrement frappants en première année d'études, puisque le taux de scolarisation est passé de 61 % à 65 %.

La ferme volonté du gouvernement guinéen d'améliorer la gestion du secteur de l'enseignement, et sa réussite en la matière, se reflètent dans l'inscription de la Guinée, en 2003, sur la liste des 7 pays, établie par le Groupe des huit, qui sont bénéficiaires de l'initiative « fast-track » destinée à promouvoir la réalisation de l'objectif de la scolarisation primaire universelle d'ici à 2015.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Alors que sa première phase n'est même pas terminée, on sait d'ores et déjà que l'Initiative en faveur de l'enseignement en Afrique va se poursuivre pendant quatre ans encore. Le 30 juin 2005, le président Bush a annoncé l'affectation de 400 millions de dollars à cet effet pour la période 2006-2010 en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne et d'accroître l'accès de millions d'enfants à l'école dans cette partie du continent.

Voici la liste des objectifs précis de cette initiative pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne :

- former 500 000 enseignants et administrateurs,
- décerner 300 000 bourses d'études dans le cadre de l'AGSP,
- créer et distribuer 10 millions de livres de classe et de matériel pédagogique connexe,
- améliorer l'accès des élèves désavantagés aux possibilités d'apprentissage et l'accès des enseignants au matériel pédagogique et à la formation,
- améliorer l'accès à l'enseignement et à la formation pour les jeunes non scolarisés, les orphelins et les autres enfants vulnérables,
- améliorer l'accès à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans la perspective de l'accroissement de la productivité. ■

APPRENDRE À RÊVER À UN ENFANT

Qui dit que l'on ne peut apprendre à rêver à un enfant ? Au Sénégal, c'est ce que fait un village.

En 2002, un des instituteurs du village de Pété Ouarack situé dans le nord-ouest du Sénégal, Ahmet Fall, a demandé à ses élèves ce qu'ils espéraient faire lorsqu'ils seraient grands. « La plupart des filles, a-t-il dit, voulaient être employées de maison et la plupart des garçons, marchands ambulants dans la capitale, Dakar. » Les écoles de Pété Ouarack ne vont pas au-delà du primaire, et 5 des 7 écoles sont dans des abris temporaires construits avec du bois et des fanes de millet. Quatre enfants se serrent sur des bancs prévus pour deux. Une seule école a l'eau potable et des latrines. Selon les anciens du village, aucun des villageois n'a passé le baccalauréat. Sans modèle de rôle, les élèves ne pouvaient imaginer autre chose que des emplois subalternes exigeant peu d'années d'études.

Lorsque l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a établi, par l'intermédiaire de son programme de décentralisation et de gouvernance locale, un partenariat avec Pété Ouarack en 2002, des représentants du conseil rural et des notables ont confirmé rapidement que leur priorité était d'améliorer la qualité de l'enseignement. À la demande du nouveau président du conseil rural, Mor Samb, l'USAID a organisé à Pété Ouarack une séance de formation pour clarifier les fonctions des conseillers et leurs possibilités d'action en matière d'enseignement dans le cadre de la loi sénégalaise de 1996 sur la décentralisation.

Ses rapports avec les administrateurs des écoles, les enseignants, les parents, les associations féminines et autres ont appris à Mor Samb que tout le village était désireux de participer à l'amélioration de l'enseignement, et des villageois ont proposé divers moyens de réaliser cet objectif. Le personnel des écoles, les parents et divers responsables du village ont formé un groupe chargé de préparer des statuts et de les appliquer. Certains des objectifs prévus consistent à bâtir des écoles dotées de toilettes, de solliciter des dons pour acheter des livres de classe et d'autres fournitures ainsi que d'encourager l'alphabétisation des adultes.

Le corps enseignant comprend une association des enseignants et une association parents-enseignants qui offrent des possibilités de dialogue et d'échanges de connaissances et d'idées. Il a élaboré un plan d'action qui énonce des mesures pratiques pour améliorer les écoles et la qualité de l'enseignement, notamment au moyen de la participation des parents et de campagnes d'information. Grâce à ce plan



Richard Nyberg, U.S. Agency for International Development

Un groupe d'écoliers sénégalais.

détaillé, le conseil municipal a trouvé qu'il lui était plus facile de s'adresser au gouvernement central et aux donateurs pour obtenir une aide.

Le projet d'amélioration de l'enseignement a changé les mentalités des villageois, qui comprennent maintenant que l'éducation est essentielle à l'avenir de leur village. Grâce à l'association parents-enseignants, les parents et les enseignants parlent plus facilement des résultats scolaires des enfants, sujet qui était autrefois intimidant pour les parents.

Des associations locales donnent des fonds notamment pour payer les frais de scolarité des élèves qui désirent poursuivre leurs études dans un établissement secondaire, et les services du conseil municipal aident les élèves à obtenir les papiers d'identité nécessaires pour passer des examens. En juillet 2004, le village a célébré les résultats scolaires de ses élèves et donné des certificats aux plus brillants d'entre eux. Les élèves et leurs parents se rendent compte de la valeur de bons résultats scolaires et ils ont commencé de rêver à des métiers qui étaient auparavant unimaginables, ce que le conseil rural et les responsables locaux de Pété Ouarack encouragent.

« On constate un degré élevé d'enthousiasme parmi les élèves et les parents et on note une évolution des mentalités dans le village », a déclaré l'inspecteur adjoint des écoles primaires de la région de Louga, Djibril Seck. ■

Source : texte rédigé par Richard Nyberg, de l'Agence des États-Unis pour le développement international au Sénégal.

LA SCOLARISATION DES FILLES AU KENYA

De nouveaux horizons

Tirer parti au maximum des possibilités économiques exigera un enseignement de plus grande ampleur et meilleur, en particulier pour les femmes qui sont le plus désavantagées.
Le président George Bush, le 9 mai 2003.

Trois jeunes Kenyanes de la tribu des Massai ont atteint leur but qui consistait à terminer leurs études secondaires et maintenant elles ont encore élargi leurs horizons. Après avoir surmonté les obstacles culturels à la scolarisation des filles dans leur pays, l'excellence de leurs résultats scolaires a été reconnue et elles ont toutes les trois obtenu une bourse complète d'études supérieures de premier cycle à l'université d'État de Chicago (CSU), aux États-Unis. Toutes les trois espèrent devenir médecin et rentrer au Kenya pour exercer leur future profession au sein de leur tribu.

Dans les prairies semi-arides du Kenya, les Massai mènent une existence pastorale et semi-nomade. Ils élèvent du bétail comme l'ont fait leurs ancêtres pendant des générations. L'accès à l'enseignement n'est pas toujours possible. Les filles, en particulier, ne vont pas à l'école et sont maintenues à la maison pour s'occuper des enfants plus jeunes et pour aider les femmes dans leurs tâches ménagères. On les fiance souvent à un très jeune âge et on les marie parfois dès qu'elles atteignent neuf ou dix ans. Toutefois, grâce au travail de l'un des partenaires de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'association « Massai Education Discovery » (MED), des centaines de familles massai commencent à prendre conscience de la valeur de la scolarisation pour leurs filles.

LES « TROIS GRANDES »

En décembre 2004, avec l'aide sans précédent de la population locale, trois de ces familles ont consacré beaucoup de temps à préparer leurs filles à un voyage qui devait les mener à Chicago pour entamer des études universitaires à plus de 12 800 kilomètres de chez elles, dans un monde totalement différent.

Les trois jeunes filles en question avaient bénéficié de l'aide du gouvernement des États-Unis pour leurs études secondaires dans le cadre du Programme des

bourses de l'ambassadeur pour la scolarisation des filles (« Ambassador's Girls Scholarship Program » ou AGSP), qui fait partie de l'Initiative du président George Bush en faveur de l'enseignement en Afrique (AEI). Il s'agit d'un programme d'une durée de cinq ans, dont le budget est de 200 millions de dollars et qui vise à accroître la scolarisation des filles, à former des enseignants et à fournir des livres de classe et du matériel didactique. Les objectifs de l'AEI comprennent également la sensibilisation à la lutte contre le sida ainsi que la participation des parents et des collectivités locales à l'éducation des enfants, en tant que thèmes qui se recoupent. Ce programme est appliqué par l'intermédiaire de l'USAID en collaboration avec des organisations non gouvernementales américaines et des organisations locales africaines. Grâce à l'AEI, 250 000 bourses d'étude seront accordées au cours d'une période de cinq ans pour permettre à des fillettes désavantagées de faire des études et de recevoir de l'aide de mentors locaux.

Eunice Sitatian Kaelo (dix-huit ans), qui appartient à une famille polygame comptant 2 épouses et 16 enfants, est la seule des enfants de sa mère à faire des études. En dépit de l'excellence de ses résultats scolaires, elle allait être mariée alors qu'elle fréquentait encore l'école primaire, mais grâce à l'intervention d'un de ses professeurs, sa famille consentit à la laisser poursuivre ses études. Evelyn Nashipae Nkadoi (dix-neuf ans) appartient également à une famille polygame de 15 enfants et elle est la seule fille de son village à avoir fait des études secondaires. Elle se classait parmi les premières à l'école, était présidente du club de mathématiques, conseillère de ses pairs, chef de dortoir et catéchiste. Agnès Kainet Kisai (dix-huit ans) est probablement l'une des plus brillantes jeunes filles massai. Ses parents, qui sont analphabètes, l'ont poussé à faire des études, bien que leur manque de moyens financiers aient rendu très difficile le paiement des frais de scolarisation au point qu'à un moment donné ils ont presque été contraints de la marier à un très jeune âge. À l'école secondaire, Agnès excellait en sciences et a participé à des concours de sciences au niveau national.

Avant d'entamer leur voyage à destination des États-Unis, les trois jeunes filles ont été honorées par leurs villages respectifs et par leurs parents lors d'une cérémonie durant laquelle les anciens se réunissent habituellement pour les rites de passage. Normalement, les filles sont

préparées en vue de l'excision traditionnelle et du mariage. Au lieu de cela, Eunice, Evelyn et Agnès ont été bénies et présentées en tant qu'étudiantes et elles ont reçu des terres, ce qui est rare dans la culture massai où les terres sont traditionnellement réservées aux hommes.

Durant la cérémonie de bénédiction, l'une des mères a dit: «La tradition veut qu'on remette des lances aux guerriers massai pour qu'ils nous ramènent des vaches et nous rendent fiers. Parce qu'aujourd'hui, tu es l'homme, le premier né, Dieu nous a aidés et grâce à la MED, nous te remettons un stylo pour que tu puisses partir et nous rendre fiers en nous rapportant d'autres vaches, comme le faisaient les guerriers. N'oublie pas que c'est une possibilité que nous n'aurions jamais pu te donner. C'est l'œuvre de Dieu et nous espérons que tu te souviendras d'où tu viens.» Ce qu'on attend des «trois grandes», comme on les appelle dans leurs villages respectifs, c'est qu'elles rentrent au pays armées des connaissances qui aideront leur village à «avancer un pied dans la culture massai et l'autre à l'extérieur». Elles sont les premières de leur village à recevoir de leurs parents la permission de laisser de côté des siècles de traditions pour aller à l'université.

LE RÔLE DE LA MED

L'association sans but lucratif «Massai Education Discovery» (MED), qui est établie à Boston et au Kenya, est la concrétisation d'une idée personnelle de M. Ledama Olekina, membre de la tribu des Massai qui a fait des études universitaires aux États-Unis. Face aux nombreuses difficultés qui assaillaient sa tribu, il a effectué une série de marches à travers les États-Unis en 1999 et 2000 pour recueillir des fonds. Il a parcouru plus de 3 200 kilomètres à pied et donné des conférences afin de faire prendre conscience de l'importance que revêt la scolarisation des filles et d'obtenir des fonds en vue de la création d'une université dans sa ville natale de Narok, au Kenya. Consciente du fait que très peu de filles massai faisaient des études secondaires leur permettant d'aller à l'université, la MED a commencé par accorder, en collaboration avec les écoles et les familles, des bourses à une soixantaine de fillettes pour les aider à poursuivre leurs études.

Grâce au Programme de bourses de l'ambassadeur pour la scolarisation des filles, la MED a développé ses activités au point de venir en aide à 527 filles. En plus de son programme de bourses, elle a pu construire et faire fonctionner un centre communautaire qui offre des cours universitaires à distance à 100 filles, dont certaines sont pensionnaires à ce centre, une formation à une «Cisco Networking Academy»; des cours de formation permanente

pour la population locale et l'accès à une bibliothèque contenant plus de 12 000 livres, enregistrements sur bande et cassettes vidéo.

La MED a recours à une stratégie de financement imaginative et diverse pour financer ces activités, y compris celles qui produisent des revenus comme un magasin de bijoux faits main par des filles et leurs mères et un cybercafé, ainsi que le soutien de donateurs privés et de la population locale et le parrainage de sociétés telles que Coca-Cola, Eroquad (Belgique) et «Diverse Productions» (Royaume-Uni). Espérant faire bénéficier pleinement les Massai de la mondialisation, la MED envisage actuellement de faire appel à un sous-traitant extérieur qui, on l'espère, créera 200 nouveaux emplois.

À L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE CHICAGO

Consciente de l'exode des cerveaux qui contribue à la pénurie de professionnels formés et compétents en Afrique, la présidente de l'université d'État de Chicago, Mme Elnora Daniel, espère, comme les villageois kenyans, qu'Eunice, Evelyn et Agnès recevront aux États-Unis une éducation hors pair et qu'elles regagneront ensuite leur pays pour contribuer au développement de leur pays. Mme Daniel, qui connaît les problèmes auxquels se heurtent les filles africaines et qui désire promouvoir les échanges internationaux, considère les bourses de la CSU comme une garantie de succès et comme faisant partie de la volonté générale de cette université de créer une communauté de citoyens du monde.

Selon le directeur exécutif du programme international de la CSU, M. Adam Conteh, l'université a aidé au cours des cinq dernières années des jeunes filles de milieux défavorisés de Kwazulu-Natal, en Afrique du Sud, à suivre des cours dans ses facultés. En 2005, elle remettra des diplômes à 5 jeunes Sud-Africaines: 3 diplômes d'infirmière et 2 diplômes d'études commerciales. Tout aussi important que l'investissement financier de près de 67 500 dollars couvrant les trois années d'études de chacune de ces jeunes filles est le soutien universitaire et social que fournit la CSU en nommant des répétiteurs et des mentors universitaires qui accueillent souvent les étudiants dans leur foyer pour leur offrir un milieu familial enrichissant.

Depuis leur arrivée à Washington puis à Chicago, en décembre 2004, les trois étudiantes ont bénéficié d'une hospitalité chaleureuse. Leur nouvelle communauté leur a en effet remis des colis de bienvenue contenant des manteaux et des vêtements chauds, du linge de maison, des articles de toilette et des ordinateurs fournis par l'Initiative

Leland de l'USAID. Il leur a fallu moins d'un mois de présence aux États-Unis pour commencer à s'adapter à leur nouvelle existence. Elles s'émerveillaient de la neige et de l'abondance de biens de consommation dans les grands magasins.

Au début de 2005, elles faisaient part à leurs amis américains de leurs aspirations pour l'avenir. Evelyn Nkadori a résumé leurs sentiments en déclarant : « Je suis le nouveau visage de la jeune fille massai et je ferai tout mon possible pour contribuer à éduquer mes concitoyens et pour faire en sorte qu'on me considère comme une source d'espoir dans ma tribu. »

Les trois jeunes filles ont alors exprimé leurs remerciements dans leur langue natale, le maa, et reconnu que ce voyage n'aurait pas été possible sans le soutien de nombreux visages connus et inconnus de part et d'autre de l'Atlantique. ■

Source : texte rédigé par Aleta Williams et Sharon Mangin Nwankwo, de la direction du développement durable de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

LE TRAITEMENT DU PALUDISME CHEZ LES ENFANTS DANS LES ZONES RURALES DU RWANDA

Julia Ross



Des mères et des enfants assistent à un cours de formation organisé par le programme antipaludéen du Rwanda.

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle essentiel en aidant les pays à réaliser les objectifs de développement visant à réduire la mortalité infantile et maternelle et à progresser dans la lutte contre le sida, le paludisme et autres maladies infectieuses. Au Rwanda, trois ONG font équipe avec le gouvernement central pour introduire au niveau local des soins efficaces contre le paludisme.

Mme Julia Ross est la directrice des communications du « CORE Group », coalition d'ONG spécialisées dans la santé et le développement de l'enfant, dont le siège est à Washington.

Le paludisme continue à faire de nombreuses victimes de par le monde. Plus de 1 million de personnes meurent chaque année de cette maladie causée par un moustique, la plupart de ses victimes étant des enfants africains de moins de cinq ans.

Au Rwanda, pays d'Afrique centrale, le paludisme est la cause principale de morbidité et de mortalité. C'est la cause de 43 % de tous les décès et de 40 % des visites dans les centres médicaux. Toutefois, le taux d'utilisation des centres médicaux est faible dans ce pays, et la plupart des enfants atteints de paludisme meurent chez eux, sans avoir

reçu de traitement adéquat. C'est ainsi que dans le district de Rwinkwavu, le personnel sanitaire a signalé, en 2002, 588 décès d'enfants de moins de cinq ans, dont les trois-quarts sont attribués au paludisme. Seulement 42 de ces décès ont eu lieu dans un centre médical.

Une étude menée dans 2 districts sanitaires par le Programme national rwandais de lutte contre le paludisme montre que les enfants de moins de cinq ans atteints de paludisme ne reçoivent un traitement approprié que 3 jours en moyenne après l'apparition de la fièvre, soit beaucoup plus tard que le délai de 24 heures recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce retard est dû à l'éloignement des centres médicaux et au coût du traitement. Nombre de parents rwandais préfèrent s'adresser aux pharmaciens et aux vendeurs de pilules locaux qui sont plus accessibles et qui demandent un prix moins élevé pour les médicaments que ne le font les centres médicaux, mais qui, bien souvent, ne fournissent pas des médicaments de qualité ou des conseils adéquats concernant la dose à prendre et la durée du traitement à suivre. Ces facteurs expliquent la faible utilisation que font les Rwandais des centres médicaux agréés par l'État : moins de 0,24 visite par personne et par an.

Il ressort d'études complémentaires menées en 2004 par 3 ONG implantées au Rwanda – « Concern Worldwide », « International Rescue Committee » et « World Relief » – que peu de jeunes enfants atteints de fièvre recevaient le traitement antipaludéen recommandé par le ministère rwandais de la santé. Seulement 16 % des enfants du district de Kibilizi, 9 % de ceux du district de Kirehe et 20 % de ceux du district de Kibogora recevaient un traitement approprié en temps opportun. Environ un tiers des enfants de ces districts ne recevaient aucun traitement.

LA MISE EN ROUTE D'UN PROGRAMME-PILOTE DANS 5 DISTRICTS

En réponse à ces études et devant les déficiences manifestes du traitement des jeunes enfants atteints de paludisme, le Programme national rwandais de lutte contre le paludisme s'est associé, en 2004, avec les 3 ONG précitées pour lancer un programme-pilote portant sur la distribution locale de médicaments antipaludéens dans 5 districts.

Financée par le « CORE Group », par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et par le Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, cette initiative vise à apprendre aux parents à reconnaître les signes de danger associés au paludisme et à traiter la maladie avec l'aide d'un distributeur local de médicaments dans les heures qui suivent l'apparition de la fièvre, où les chances de sauver la vie d'un enfant sont les meilleures. Pour les cas plus compliqués, on conseille aux parents de s'adresser à un centre médical.

Avec le soutien du gouvernement belge, le Programme rwandais de lutte contre le paludisme a acheté l'an dernier quelque 450 000 plaquettes alvéolaires de médicaments antipaludéens pour traiter les enfants de moins de cinq ans. La distribution locale a débuté en novembre 2004, les plaquettes étant offertes à très bas prix (0,10 dollar) ou à crédit. Le gouvernement rwandais surveille l'application du programme tandis que les ONG et leurs partenaires locaux assurent et contrôlent la distribution des médicaments. C'est le personnel sanitaire local, choisi par la population locale et formé par les districts sanitaires et les ONG, qui est responsable de la distribution des médicaments.

DES RÉSULTATS PROMETTEURS

En date d'avril 2005, les résultats de ce programme étaient encourageants. En effet, durant les 5 premiers mois de sa mise en application, plus de 85 % des enfants des 5 districts ont été soignés dans les 24 heures ayant suivi l'apparition de la fièvre. « World Relief » avait formé 328 distributeurs locaux de médicaments et ne signalait aucun décès parmi les enfants qui recevaient un traitement par l'intermédiaire de ces derniers. « Concern Worldwide » a signalé que, de novembre 2004 à février 2005, le nombre d'enfants soignés avec succès contre la fièvre dans le district de Kibilizi était passé de 0 à 795.

L'« International Rescue Committee » (IRC) a signalé que, en mai 2005, 280 distributeurs locaux du district de Kirehe traitaient plus de 3 000 cas de fièvre infantile par mois. Selon le docteur Emmanuel d'Harcourt, principal conseiller technique de l'IRC pour la protection infantile, le programme de Kirehe a été adopté aussi bien par les parents que par les distributeurs de médicaments et le personnel des centres médicaux. Les membres de ce personnel, a-t-il dit, « se déclarent agréablement surpris du soin avec lequel les distributeurs de médicaments s'acquittent de leur tâche. Ils affirment avoir pleinement confiance dans ces derniers et peuvent se concentrer sur les enfants plus gravement atteints maintenant que les cas simples sont traités au niveau local ».

« La distribution locale de médicaments antipaludéens est un moyen excellent d'atteindre l'objectif d'Abuja, qui consiste à soigner dans les 24 heures 60 % des enfants de moins de cinq ans », a déclaré de son côté le docteur Jules Mihigo, ancien spécialiste de la santé maternelle et infantile de l'USAID au Rwanda.

Les objectifs d'Abuja en matière de réduction du paludisme ont été établis dans le cadre du Sommet africain pour faire reculer le paludisme qui a eu lieu à Abuja (Nigeria) en 2000.

Le Rwanda a reçu du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme une aide financière qui lui permet d'étendre à l'ensemble du pays ce programme-pilote, en commençant par 5 autres districts en septembre 2005. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Association qui rassemble des organisations non gouvernementales dont le siège est à Washington, le « CORE Group » a pour vocation d'améliorer l'état de santé et le bien-être des enfants et des femmes des pays en développement grâce à une action collective et à la diffusion des connaissances. Collectivement, les 38 organisations membres de ce groupe sont actives dans plus de 140 pays.

L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE DANS DES ZONES RURALES DE L'ÉTHIOPIE

Masame Makebo, de Hossana, apprend à des mères de famille à garder leurs enfants en bonne santé dans des villages environnants de sa ville, qui est située dans le sud de l'Éthiopie.

Elle fait partie des 4 200 promoteurs de la santé formés dans le cadre du projet « Essential Services for Health in Ethiopia » (ESHE), dont le budget est de 18 millions répartis sur cinq ans et dont le champ d'action se limite à 3 régions. Les promoteurs de la santé sont des bénévoles choisis au niveau local qui travaillent avec du personnel médical en vue de faire bénéficier la population locale de soins médicaux de base et de vaccins. À la fin de 2005, l'ESHE aura formé quelque 15 000 promoteurs de la santé de plus.

L'Éthiopie est l'un des 6 pays où la mortalité infantile représente 50 % de tous les décès d'enfants âgés de moins de cinq ans. Tous les ans, plus de 450 000 enfants éthiopiens meurent de maladies qu'il est possible de prévenir. Il s'ensuit que les simples conseils de Masame Makebo en matière de vaccination, d'allaitement au sein et d'alimentation peuvent sauver la vie de nombreux enfants. Toute personne qui vient la voir apprend aussi l'importance de se laver les mains avant de toucher la nourriture, ainsi que d'utiliser des latrines.

Le projet ESHE, qui a commencé en novembre 2003, œuvre simultanément aux niveaux local et national et met l'accent sur le renforcement des services courants de santé, dans le cadre de la stratégie de prévention de la famine en Éthiopie appliquée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).



Deux Éthiopiennes nourrissent leurs enfants.

Laura Lartigue, U.S. Agency for International Development

Les résultats de ce projet sont déjà visibles dans le sud du pays. La proportion d'enfants vaccinés a fortement augmenté pour passer de 54 % en 2003 à 74 % en 2004. Le nombre des latrines et l'emploi de contraceptifs ont également augmenté.

Les modules de formation des promoteurs de la santé se fondent sur les résultats d'une enquête des ménages effectuée en 2003 et 2004. Maintenant, les promoteurs de la santé tels que Masame Makebo prennent la parole lors de réunions d'habitants de la région destinées à les informer en matière de santé.

La promotion de la santé dans le cadre de ce projet s'effectue également par la voie des ondes. Un atelier d'une durée de quatre jours auquel ont participé des représentants de stations de radio, d'organisations non gouvernementales locales et des pouvoirs publics en 2004 a permis de préparer des messages publicitaires portant sur la vaccination des enfants. Six de ces messages ont déjà été diffusés, et plusieurs autres sont en cours de production. ■

Source : texte rédigé par Kristina Stefanova, rédactrice en chef adjointe de la publication « Frontlines » de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

Donna Vivio et Barbara Kinzie

Chaque jour, environ 14 000 femmes et jeunes filles, dont 99 % habitent dans des pays en développement, meurent des complications de la grossesse ou de l'accouchement. L'organisme JHPIEGO œuvre en faveur de la santé maternelle et néonatale dans un grand nombre de pays, notamment en formant des accoucheurs qualifiés, qui peuvent être des sages-femmes, des infirmières ou des médecins spécialisés dans la prise en charge des grossesses et des accouchements sans complications. À partir d'exemples tirés de l'action du JHPIEGO en Afghanistan, au Népal, en Indonésie et au Burkina Faso, les auteurs décrivent le rôle des accoucheurs qualifiés qui s'occupent des femmes, même dans les régions les plus reculées et les plus mal desservies sur le plan médical.

Mme Donna Vivio est directrice du centre de santé maternelle et infantile du JHPIEGO, institution affiliée à l'université Johns Hopkins. Mme Barbara Kinzie en est une conseillère principale.

Le programme Johns Hopkins pour l'enseignement de la gynécologie et de l'obstétrique à l'étranger, ou JHPIEGO, a été lancé il y a trente-trois ans. Sa mission, qui a évolué au fil du temps, dépasse aujourd'hui le seul cadre de la gynécologie et de l'obstétrique, et c'est sous le sigle JHPIEGO que ce programme est aujourd'hui connu dans le monde entier.

Chaque année, plus de 500 000 femmes et jeunes filles, soit 14 000 par jour, meurent des complications de la grossesse et de l'accouchement. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ces décès surviennent dans les pays en développement.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est déterminée à améliorer la santé et les chances de survie des accouchées et des nouveau-nés dans le monde entier en investissant dans des programmes de santé maternelle et néonatale. C'est essentiellement à des organisations non gouvernementales qu'elle confie la responsabilité de veiller à ce que les femmes aient accès aux soins dont elles ont besoin pendant la grossesse et l'accouchement. Le JHPIEGO est une institution affiliée à l'université Johns Hopkins et l'un des organismes partenaires de l'USAID chargés de mettre en œuvre les

programmes visant à faire reculer la mortalité et l'invalidité maternelles et infantiles.

Depuis 1998, le JHPIEGO œuvre en faveur de la santé maternelle et néonatale et de la survie des accouchées et des nouveau-nés dans un grand nombre de pays par l'intermédiaire de divers programmes d'envergure mondiale financés par l'USAID, tels le programme ACCESS (Accès aux services de santé cliniques et communautaires pour les femmes, les mères et les nourrissons) et son prédécesseur, le programme MNH de santé maternelle et néonatale, ou encore par le biais de programmes bilatéraux, notamment en Afghanistan, en Zambie et à Haïti.

L'une des principales contributions du JHPIEGO tient à la mise en place de programmes et de projets à l'appui de la formation d'accoucheurs qualifiés agréés : il s'agit de professionnels de la santé, par exemple des sages-femmes, des médecins ou des infirmières, qui ont reçu une formation théorique et pratique leur permettant de suivre les grossesses et les accouchements sans complications, d'assurer la prise en charge des femmes après l'accouchement, de s'occuper des complications susceptibles de survenir chez les accouchées et les nouveau-nés et de les orienter au besoin vers des services spécialisés.

LA CRÉATION DU POSTE D'ACCOUCHEUR QUALIFIÉ

Le haut niveau d'éducation et de formation des accoucheurs qualifiés facilite l'acquisition de connaissances et de compétences pratiques d'importance vitale qui privilégient la solution de problèmes, la capacité de raisonnement et la prise de décisions plutôt que la simple mémorisation de faits. En outre, l'importance qu'il y a de respecter les femmes et leurs familles et de répondre à leurs besoins tient une place fondamentale.

On peut récapituler comme suit les composantes fondamentales d'un programme de nature à promouvoir les connaissances et les compétences de cette nature : cours et mécanismes de formation préalable et sur le tas axés sur les compétences attendues ; matériel didactique détaillé et conforme aux sensibilités locales ; participation



Une mère, son bébé dans les bras, consulte une infirmière en Afrique de l'Ouest.

d'enseignants et de formateurs qualifiés et capables de guider l'apprentissage de leurs étudiants en salle de classe, dans les centres médicaux et dans les villages et quartiers.

Au fil des ans, le JHPIEGO s'est employé dans plus de 25 pays à renforcer ou à mettre en place, le cas échéant, des programmes d'éducation préalable au profit d'infirmières, de sages-femmes et de médecins afin de donner à ceux-ci les moyens de sauver la vie de femmes. En Afghanistan, par exemple, le JHPIEGO a mis sur pied un programme de formation de sages-femmes.

En grande partie à cause de la pénurie de prestataires qualifiés, les complications liées à l'accouchement coûtent la vie à une Afghane toutes les 30 minutes ; c'est dire que ces complications sont plus meurtrières que la sous-alimentation et la guerre. En œuvrant dans le cadre du programme « REACH » de l'USAID relatif à l'élargissement en milieu rural des soins médicaux en Afghanistan, et de ses deux partenaires, à savoir les associations « Management Sciences for Health » et « Save the Children », le JHPIEGO a élaboré un programme de cours sur deux ans qui comporte un volet théorique en salle de classe ainsi qu'une composante clinique dans les hôpitaux. À ce jour, des écoles de sages-femmes ont été établies à Herat, à Mazar As-Sharif, à Jalalabad, à Kandahar, à Kaboul, à Badakhshan, à Bamiyan, à Jawzjan, à Khost et à Takhar, et deux promotions d'élèves en sont déjà sorties diplômées. De surcroît, 299 sages-femmes obtiendront leur diplôme en 2005, soit une augmentation de 64 % par rapport au nombre d'élèves formées au moment de la chute du gouvernement des talibans. Certaines de ces écoles sont des établissements d'enseignement rattachés à des hôpitaux en

milieu urbain, mais 5 d'entre elles s'insèrent dans des programmes communautaires qui ont été créés pour faire en sorte que même les femmes habitant dans des régions reculées aient accès à des soins spécialisés. À la conclusion du programme « REACH » en mai 2006, 830 sages-femmes auront été formées. Ce n'est toutefois qu'un début. L'Afghanistan a besoin de plus de 5 000 sages-femmes pour qu'un accoucheur qualifié soit présent à chaque naissance.

Ce programme du JHPIEGO ne se contente pas de former quelques centaines de sages-femmes : il s'emploie aussi à changer de manière fondamentale la sélection, la formation et le déploiement de ces intervenantes essentielles à la réduction de la mortalité maternelle ainsi que le soutien qui leur est accordé. Les sages-femmes déjà sorties diplômées ont montré l'ampleur de leur motivation et de leur attachement à leur

profession de même qu'à la cause des nombreuses Afghanes qui ont besoin de leur aide. En fait, en mai 2005, la toute nouvelle Association des sages-femmes de l'Afghanistan a tenu sa première réunion au cours de laquelle elle a adopté des statuts, a élu des membres de son bureau de direction et a été reconnue par la Confédération internationale des sages-femmes.

LA MISE D'ACCOCHEURS QUALIFIÉS AU SERVICE DES FEMMES

L'accroissement de la proportion des naissances qui ont lieu en présence d'un accoucheur qualifié est un objectif international reconnu au niveau international. Pour autant, le manque d'accès aux soins fait que le nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié demeure faible dans beaucoup de pays.

Pays au terrain difficile et accidenté, le Népal connaît un taux élevé de mortalité maternelle (539 décès pour 100 000 naissances). En 2001, 13 % seulement des Népalaises avaient un accoucheur qualifié au moment de la naissance. Comme la majorité de la population vit en milieu rural, c'est dans ces zones qu'il faut mettre à la disposition des femmes les services d'un personnel qualifié pour garantir que les accouchements auront lieu dans de bonnes conditions.

Le JHPIEGO, qui œuvre en partenariat avec le programme népalais de santé familiale (NFHP), lui aussi financé par l'USAID, s'emploie à développer les connaissances et les compétences des sages-femmes auxiliaires afin qu'elles puissent dispenser des soins



Laura Lantigue Agence des États-Unis pour le développement

Une Guinéenne et sa petite fille.

médicaux aux femmes enceintes ainsi que des services de planification familiale à toutes les femmes. En outre, il s'efforce d'augmenter la capacité de formation préalable des écoles pour qu'un nombre croissant d'accoucheurs qualifiés répondent aux besoins des femmes. Quant au NFHP, il étend son action aux agents de santé communautaires et aux travailleuses de la santé pour créer un lien entre la population locale et le personnel soignant dans des « établissements périphériques », c'est-à-dire des hôpitaux de district, des centres médicaux et des postes ou des sous-postes sanitaires, ce qui rend les services plus accessibles en milieu rural.

LE SOUTIEN APPORTÉ AUX ACCOUCHEURS QUALIFIÉS

Il ne faut pas croire que les accoucheurs qualifiés et compétents pourront forcément sauver la vie des accouchées. Pour réduire l'incidence des décès maternels, ils doivent travailler dans un environnement qui facilite et qui appuie leur action. Au nombre des facteurs essentiels à la création d'un tel environnement figurent l'existence

d'une politique, de lois et de règlements favorables, une infrastructure sanitaire efficace, la présence d'associations professionnelles ainsi que la mise en place d'un système d'enseignement de qualité et d'un encadrement positif. Le JHPIEGO joint son action à celle de partenaires du monde entier en vue précisément de créer l'environnement dont ont besoin les accoucheurs qualifiés.

La formulation de lignes directrices cliniques relatives à la prise en charge des complications de la grossesse et de l'accouchement est la condition préalable à l'élaboration non seulement d'une politique capable de créer un environnement favorable, mais aussi de protocoles cliniques et d'outils de travail qui donnent aux prestataires les moyens d'assumer leurs responsabilités. De concert avec toute une gamme d'organisations, de bailleurs de fonds et d'organismes techniques et grâce à son programme de santé maternelle et néonatale, le JHPIEGO a joué un rôle prépondérant dans la rédaction du manuel de l'Organisation mondiale de la santé qui a pour titre « Prise en charge des complications de la grossesse et de l'accouchement ». Ce manuel a été traduit en 16 langues (notamment en espagnol, en français, en laotien, en indonésien et en mandarin), et c'est aujourd'hui un texte de base dans 40 facultés de médecine. Il sert à enrichir le dialogue sur les mesures à prendre et à étoffer l'élaboration de normes nationales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ainsi, les gouvernements du monde entier disposent d'un guide relatif aux pratiques d'importance vitale et qui sont fondées sur des preuves; quant aux prestataires des services de santé, ils ont sous la main un manuel qui leur explique comment faire face aux complications de la grossesse et de l'accouchement.

Les associations professionnelles épaulent les accoucheurs qualifiés pour qu'ils se montrent à la hauteur du haut niveau d'excellence attendu d'eux. En Indonésie, par exemple, le programme MNH de santé maternelle et néonatale, qui apporte son concours à l'Association indonésienne des sages-femmes sous la forme d'activités professionnelles et de formation, a mobilisé les sages-femmes en faveur des habitantes d'Aceh, à la suite du tsunami survenu en décembre 2004. Alors même qu'elles avaient perdu des membres de leur famille, les sages-femmes d'Aceh ont répondu présentes à l'appel. Elles ont aidé des bébés à voir le jour dans des centres d'hébergement, dans des placards ou dans d'autres structures encore en place et elles ont dispensé des soins d'importance vitale aux nouvelles mères.

Un grand nombre de sages-femmes d'Aceh ont été emportées par le tsunami, et celles qui ont survécu

n'avaient plus le matériel, les fournitures ni les installations dont elles avaient besoin pour s'acquitter de leur tâche. Grâce au financement du bureau de l'USAID chargé de l'assistance en cas de catastrophes à l'étranger, le JHPIEGO aide l'Association indonésienne des sages-femmes à mobiliser ses adhérentes dans d'autres régions du pays pour qu'elles forment de nouvelles recrues à Aceh. Déjà, près d'une centaine de sages-femmes se sont rendues à Aceh, et le nombre de femmes à avoir acquis les compétences nécessaires pour pratiquer des accouchements est encore plus élevé.

L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ENTRE LES ACCOUCHEURS QUALIFIÉS ET LES COLLECTIVITÉS

Le programme MNH de santé maternelle et néonatale dans le district de Koupela, au Burkina Faso, constitue un exemple des programmes qui mettent en rapport les femmes enceintes avec des accoucheurs qualifiés. Au Burkina Faso, selon des institutions de l'ONU, on compte 498 décès de femmes, essentiellement dus aux hémorragies et aux infections, pour 100 000 naissances. De concert avec un certain nombre de partenaires, dont le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Plan Burkina, « Family Care International », le Fonds des Nations unies pour la population et l'association américaine sans but lucratif Mwangaza, le programme MNH s'emploie à consolider le système de prestation de services de santé tout en enseignant aux collectivités à revendiquer le droit à des services capables de sauver la vie de femmes.

Au Burkina Faso, le programme MNH a conjugué ses efforts à ceux de la Division de la santé familiale et génésique en vue d'appliquer une politique relative à la maternité sans risques qui sert de base à toutes les autres activités du programme. Des aide-mémoire ont été conçus pour rappeler aux prestataires les méthodes, normes et protocoles fondés sur des preuves et qui ont trait à la maternité sans risques. Le programme a intégré des aspects des soins cliniques et de la participation de la population en œuvrant avec des comités de district du ministère de la santé, des prestataires de soins médicaux et la collectivité ; il a notamment tenu à définir des normes dans le secteur des soins médicaux en vue d'améliorer les services. En outre, il a fait appel aux accoucheuses traditionnelles, qui sont garantes de la prestation de services conformes aux sensibilités culturelles et qui sont acceptées par les femmes et leur famille. En 2004, au bout de la cinquième année d'existence du projet, le pourcentage des femmes qui avaient eu au moins 4 quatre visites médicales prénatales était passé de 21 % à 44 %, et le taux d'accouchements

assistés par un personnel qualifié avait atteint 58 %, contre 39 % précédemment.

L'OBJECTIF ULTIME

Vers 1870, on dénombrait plus de 600 décès maternels pour 100 000 naissances dans les pays industriels. En 1900, le coefficient de mortalité maternelle avait diminué de moitié en Suède et de près du quart en Angleterre, au Pays de Galles et dans d'autres parties du monde occidental. C'était avant les débuts de l'obstétrique moderne, autrement dit avant l'accès aux antibiotiques, aux transfusions sanguines et aux césariennes. La diminution du nombre des décès maternels tenait donc à d'autres facteurs, telles la prise de conscience accrue du problème, la promulgation de lois visant à encourager la fourniture de soins spécialisés au moment de l'accouchement, la mise en place de programmes nationaux relatifs à la formation et à la répartition géographique d'un nombre adéquat d'accoucheurs qualifiés, ainsi que la formulation et l'application de normes concernant les services que prodiguent ces professionnels de la santé.

Des organismes du gouvernement des États-Unis, tel l'USAID, font cause commune avec des organisations non gouvernementales et d'autres groupes déterminés, comme eux, à faire fond sur les programmes et les progrès d'hier et d'aujourd'hui. À l'avenir, grâce aux efforts de ces organisations, davantage de femmes seront en mesure de survivre à l'accouchement et d'élever les enfants du monde. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE SIDA

Matthew Hanley

Sur les 40 millions de personnes séropositives ou atteintes de sida, près des trois-quarts habitent en Afrique. Elles n'ont souvent pas accès aux dispensaires et aux hôpitaux car ceux-ci sont situés loin des villages dans les zones rurales. Par ailleurs, le coût du traitement d'une maladie comme le sida épuise fréquemment les moyens financiers des malades, et l'ampleur de la pandémie met à rude épreuve le budget des dispensaires et des centres médicaux existants. Pour y remédier, l'organisme « Catholic Relief Services » (CRS) met en œuvre des programmes qui permettent aux familles et aux collectivités de soigner à domicile les personnes atteintes du sida.

M. Matthew Hanley est conseiller technique spécialisé dans la lutte contre le sida du CRS, organisme de secours et de développement international de la communauté catholique des Etats-Unis.

Affaibli par les effets de la tuberculose et du sida, Linson Gipton est étendu sur une natte de roseaux. Autour de lui, quatre murs en brique crue deviendront bientôt une maison dans le village de Sandu, au Malawi, et, au-dessus de lui, un treillis de tiges de bambou qui va être recouvert de roseaux formera le toit.

A ses côtés se tiennent deux hommes et une femme qui portent fièrement les vêtements aux couleurs vives dont sont revêtus les travailleurs bénévoles du projet de soins à domicile du diocèse catholique de Dedza, au Malawi, un des partenaires du CRS. Ils s'occupent de leur voisin Linson, âgé de vingt-neuf ans, qu'ils soignent pour lui éviter d'avoir à se rendre dans un dispensaire éloigné. Toutefois, les services que lui rendent ces bénévoles sont exceptionnels : ils construisent en effet la maison où il vivra avec sa femme et ses trois enfants.

Quand on lui demande comment ces bénévoles l'aident, Linson Gipton s'anime malgré sa faiblesse. Un grand sourire éclaire son visage : « Ils construisent cette maison pour ma famille, dit-il. Si je me rétablis, j'aimerais me joindre aux bénévoles, leur consacrer du temps et aider d'autres personnes. »



Elina Masoankhumbria, Moses Chembe et Manuel Jairos, bénévoles chargés des soins à domicile dans le diocèse de Dedza, qui est un des partenaires de l'organisme « Catholic Relief Services », rendent visite à Linson Gipton, qui est atteint du sida, dans la maison en brique crue qu'ils sont en train de construire à son intention.

LES INITIATIVES ET LES SERVICES DU CRS

A l'heure actuelle, une quarantaine de millions de personnes sont séropositives ou atteintes du sida, et près des trois quarts d'entre elles habitent en Afrique. Le CRS a lancé ses premiers programmes de lutte contre le sida en 1989 à Masaka, en Ouganda. Il en a maintenant dans près de 50 pays à travers l'Afrique subsaharienne et dans les zones d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine les plus durement touchées par ce fléau.

Le CRS encourage les programmes locaux qui répondent aux besoins immédiats des personnes touchées, qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de la maladie et qui réduisent la propagation du VIH. Il œuvre de concert avec le vaste réseau de diocèses catholiques, de dispensaires et d'autres associations confessionnelles pour fournir une série de services dans lesquels les soins et la prévention vont de pair. Ces services comprennent l'information, le dépistage, les soins à domicile et palliatifs, l'alimentation de soutien et l'aide aux enfants rendus orphelins et vulnérables par le sida.

Dans la lutte contre cette pandémie, l'emploi de médicaments antirétroviraux, qui aident à enrayer la progression du VIH dans l'organisme, fournit une raison supplémentaire d'espoir. En 2004, grâce à un don du plan



Chris Thomas, Agence des États-Unis pour le développement international

Une jeune Éthiopienne rendue orpheline par le sida est prise en charge dans un centre communautaire.

d'urgence du gouvernement des États-Unis contre le sida (PEPFAR), le CRS a été la principale organisation d'un consortium de 5 membres à faire bénéficier d'un traitement antirétroviral les personnes contaminées par le VIH en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique latine. Les autres membres du consortium sont l'Institut de virologie humaine de l'Université du Maryland, le « Catholic Medical Mission Board », l'« Interchurch Medical Assistance » et le « Futures Group ». Ce consortium, dénommé « AIDSRelief », fournit actuellement un traitement antirétroviral à plus de 15 000 personnes dans 9 pays d'Afrique et d'Amérique latine. On s'attend à ce que l'aide financière accordée à AIDSRelief atteigne 335 millions de dollars sur une période de cinq ans.

Grâce aux fonds du PEPFAR, le CRS administre d'autres dons pluriannuels portant sur des millions de dollars afin de prévenir la transmission du sida et de venir en aide aux orphelins et aux enfants vulnérables. Le programme quinquennal de prévention du CRS atteindra plus de 1,35 million de bénéficiaires (jeunes, parents et

clergé) en Éthiopie, en Ouganda et au Rwanda avec ses messages interactifs sur l'abstinence et la fidélité mutuelle. Un don distinct échelonné sur cinq ans apporte un soutien précieux, principalement sous forme d'éducation, d'aide alimentaire et d'assistance psychosociale à plus de 56 000 orphelins et enfants vulnérables en Tanzanie, au Kenya, en Zambie, au Rwanda et en Haïti.

Grâce à des fonds provenant de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le CRS distribue également des rations alimentaires aux familles touchées par le VIH et par le sida. Du fait que les personnes séropositives et atteintes du sida ont des besoins alimentaires accrus, l'amélioration de leur régime alimentaire a des effets positifs sur la qualité de leur existence et leur espérance de vie, en particulier lorsqu'elle va de pair avec une thérapie antirétrovirale.

Bon nombre d'autres initiatives du CRS sont financées par des sources privées. C'est le cas notamment des programmes communautaires de soins à domicile. Au Malawi, où 16 % des adultes sont séropositifs et où plus du tiers des enfants de moins de 15 ans ont perdu un parent à cause du sida, le CRS finance des programmes de soins à domicile dans 3 diocèses catholiques : Dedza, Mzuzu et Zomba.

TRANSMETTRE L'ESPOIR DE VIVRE

La philosophie dont s'inspirent les soins à domicile se fonde sur une simple réalité des pays en voie de développement, à savoir que les centres médicaux et les hôpitaux sont souvent situés à des kilomètres des villages dans les zones rurales, ce qui les rend inaccessibles aux malades, qui n'ont généralement d'autre moyen de transport que leurs deux jambes. De plus, le coût du traitement d'une maladie chronique comme le sida épuise rapidement les ressources financières des malades. Et l'ampleur de la pandémie de sida met à rude épreuve le budget des dispensaires et des services médicaux existants.

C'est pourquoi le CRS et ses partenaires comblent une lacune grave dans les soins aux personnes atteintes du sida en permettant aux familles et aux villageois de soigner les malades chez eux. Ces programmes procurent une assistance socio-psychologique, une formation aux soins médicaux et des fournitures telles que nourriture, vêtements, couvertures et médicaments, parfois même une maison. En soutenant de la sorte les bénévoles locaux, non seulement le CRS contribue à réduire les préjugés relatifs à cette maladie, mais il préserve l'unité des familles et accroît les moyens qu'ont les villageois de s'aider mutuellement.

Les bénévoles qui travaillent au domicile des malades peuvent former des liens étroits avec ces derniers et leur offrir la compagnie et la compassion qui font bien souvent défaut. Âgée de vingt ans, Tiwonge James a vu sa mère et son père mourir du sida il y a trois ans. Elle est maintenant séropositive à son tour. Elle s'efforce de tenir bon, car elle a la charge de ses deux sœurs âgées respectivement de neuf et onze ans et de son frère de trois ans. Avant de tomber malade, elle avait un petit commerce de beignets mais elle est à présent trop malade pour travailler et dépend financièrement de son mari. Bien qu'elle vive avec ce dernier, elle doit continuer à s'occuper de ses sœurs et de son frère.

Une fois par semaine, une bénévole du programme du diocèse de Dedza, Mercy Kamambe, rend visite à Tiwonge, lui apporte de la nourriture et lui donne des soins, des conseils et de l'aide avec les trois enfants. « Mercy, dit-elle, m'aide à prendre soin de mes sœurs et de mon frère, dont j'ai la garde. Je me sens parfois bien seule. Mercy est mon amie. »

Mercy Kamtambe explique qu'elle essaie de remonter le moral de ses patients et de leur apprendre à prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille. « Je donne des leçons de cuisine à Tiwonge pour qu'elle puisse commencer à mieux se nourrir. Être séropositif ne veut pas dire qu'on va nécessairement mourir. Les personnes qui le sont doivent avoir l'espoir de pouvoir vivre. »

Toutes ces activités font partie de la ligne d'action que le CRS applique pour s'attaquer à la pandémie de sida. La mission du CRS et ses principes directeurs mettent en relief sa volonté d'alléger les souffrances, de valoriser les ressources humaines et d'encourager la charité et la justice dans le monde. Nous avons pour mission de fournir des soins et un soutien aux personnes séropositives et atteintes du sida, de prévenir la transmission du VIH et de limiter les conséquences de la pandémie sur les enfants, les familles et les collectivités. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Un sage investissement

Emily Sollie

Pour un grand nombre de femmes à travers le monde, en particulier en milieu rural, « un cycle par trop fréquent » de pauvreté, d'analphabétisme et d'oppression liée aux us et coutumes fait qu'il leur est difficile de « participer pleinement à la société et de s'y épanouir » : tel est le constat de l'auteur du présent article. À une certaine époque, c'était le cas des villageoises de Boulgou, au Burkina Faso, mais les nouvelles techniques aidant et fortes des conseils pratiques de l'organisme de secours « Lutheran World Relief » et de son partenaire sur le terrain, la fédération DAKUPA, les habitantes de la région de Boulgou se sont lancées dans la commercialisation du beurre de karité sur le marché mondial. Aujourd'hui, cette activité leur rapporte un revenu stable et elles ont confiance dans leur capacité de diriger un projet communautaire.

Mme Emily Sollie est la responsable des relations avec les médias du « Lutheran World Relief », organisation non gouvernementale dont le siège est à Baltimore (Maryland) et qui a été fondée en 1945 pour répondre aux besoins des collectivités ravagées par la Seconde Guerre mondiale. Organisme de secours qui acheminait naguère une aide matérielle aux pays d'Europe déchirés par la guerre, le « Lutheran World Relief » œuvre aujourd'hui de concert avec des partenaires répartis dans une cinquantaine de pays afin d'aider les populations à cultiver des plantes vivrières, à améliorer leur secteur de la santé, à renforcer les collectivités, à mettre fin aux conflits, à se procurer des moyens de subsistance et à se remettre de catastrophes.

Les femmes et les enfants constituent 70 % des pauvres du monde. Cette triste statistique a pour corollaire le fait que les femmes subissent de manière disproportionnée les répercussions des conflits. Elle a aussi pour corollaire le fait qu'il leur est difficile d'avoir accès à l'enseignement, au crédit et à la propriété foncière et de participer à la prise de décisions au sein de la famille et de la collectivité. Enfin, elle donne à penser qu'en transformant la vie des femmes on aurait peut-être la possibilité d'éradiquer la pauvreté et de créer un monde plus juste et plus pacifique.

Au vu de leur rôle nourricier, de leur rôle de soutien de famille et de leur qualité de membre de la collectivité, les femmes occupent une place d'importance vitale dans le développement social et économique de leur famille, de leur société et de leur pays. Toutefois, les femmes du monde entier, en particulier en milieu rural, se heurtent de manière chronique à la discrimination. Un cycle par trop fréquent de pauvreté, d'analphabétisme, d'oppression liée aux us et coutumes et de méconnaissance des droits fondamentaux de la personne fait qu'il leur est difficile de participer pleinement à la société et de s'y épanouir.

DE NOUVELLES POSSIBILITÉS

Le « Lutheran World Relief » (LWR) et d'autres organisations non gouvernementales contribuent à forger des liens et des relations respectueuses avec les victimes de l'oppression et de la pauvreté. En consacrant aux femmes autant d'énergie que nous le faisons, nous avons eu maintes fois l'occasion de constater, dans tous nos domaines d'activité, que les femmes autonomes deviennent des catalyseurs du changement dans leur famille et dans leur collectivité. Par l'intermédiaire des femmes, le LWR a trouvé des façons de changer les traditions oppressives qui portent atteinte à la dignité des êtres humains.

Avant même que l'Organisation des Nations unies ait fait de l'autonomisation des femmes l'un des Objectifs du millénaire pour le développement, le LWR a reconnu la profonde influence que pouvaient exercer les femmes au sein de leur communauté quand on leur en donnait la possibilité. Aussi avons-nous fait de l'égalité entre les sexes un thème de toutes nos activités, en étant toujours soucieux d'encourager la participation active des hommes et des femmes à tous les aspects de la prise de décisions.

En Afrique, le LWR et les organismes de développement qui sont ses partenaires donnent aux femmes les moyens d'accroître leur revenu en leur permettant d'acquérir les qualifications nécessaires et en leur proposant des prêts et des cours de formation pour qu'elles puissent créer des petites entreprises. En Asie, nous avons à cœur d'informer les femmes, en particulier celles



Les villageoises de Boulgou pilent les noix du karité pour en faire du beurre qu'elles vont vendre, dans le cadre d'un projet du «Lutheran World Relief». Cette petite entreprise leur offre le moyen de subvenir aux besoins de leur famille et de participer à la vie du village.

collectivités marginalisées, au sujet de leurs droits juridiques et de la façon de faire valoir ces droits au niveau tant local que national. En Amérique latine, devant l'écart qui ne cesse de se creuser entre les riches et les pauvres, nous aidons les familles à accroître leur revenu au moyen de techniques agricoles plus productives et plus durables, en veillant à ce que les femmes comme les hommes tirent parti de nos projets. Aux États-Unis, nous plaçons pour que les pouvoirs publics, les institutions multilatérales, les milieux d'affaires et la société civile soient plus sensibles à la notion d'égalité entre les sexes.

Les projets que nous entreprenons avec nos partenaires sur le terrain illustrent clairement notre action auprès des femmes. Ils mettent en scène des personnes étonnantes, qui ne se laissent pas abattre et qui demandent seulement qu'on leur donne la possibilité de sortir de l'ornière de la

pauvreté : leurs résultats parlent d'eux-mêmes. L'un de nos projets particulièrement révélateurs à cet égard nous mène au Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres du monde.

ENVERS ET CONTRE TOUT

Quand elles se lèvent le matin, les villageoises de la région de Boulgou ont devant elles une journée ensoleillée et un paysage magnifique constitué d'herbes brunes et d'arbres verts éparpillés ici ou là. Néanmoins, toutes sortes de difficultés les attendent aussi : analphabétisme chronique, insécurité alimentaire, manque d'argent pour acheter des vêtements ou des médicaments, médiocrité de l'accès à l'eau potable et souvent des soins médicaux très limités.

Malheureusement, la pauvreté et la tradition empêchent la plupart des femmes de fréquenter l'école lorsqu'elles sont enfants et d'acquérir des compétences qui pourraient leur permettre de gagner de l'argent. Elles ont beaucoup de mal à participer à la prise de décisions, tant dans leur ménage que dans la collectivité. Elles apprennent rarement les techniques permettant de prévenir certaines maladies courantes, comme la diarrhée et le choléra. La plupart des familles de Boulgou comptent sur l'agriculture pour se nourrir et pour gagner leur vie, mais elles appliquent des pratiques dépassées qui suppriment les éléments nutritifs du sol de sorte que les rendements agricoles diminuent d'année en année.

L'effet cumulatif de ces facteurs se traduit par le combat constant que doivent mener les femmes, toujours forcées de se démener pour nourrir leur famille, pour rester en bonne santé, pour tenter d'intervenir dans les décisions qui affectent leur existence et pour gagner l'argent avec lequel elles achèteront le strict minimum dont leur famille a besoin. Il y a cependant une lueur d'espoir pour elles – un espoir né sur un fond d'arbres verdoyants qui émaillent le paysage.

Ces arbres – des karités – constituent une précieuse ressource naturelle. Ils produisent des noix dont on extrait une graisse végétale, le beurre de karité, qui entre dans la fabrication de divers produits, lotions pour le corps et crèmes solaires par exemple. Les villageoises de Boulgou travaillaient déjà cette graisse à la main pour en faire de l'huile de table, de la crème pour les soins de la peau et du savon à usage familial. Elles se servent de la coque des noix comme combustible, un anti-moustique naturel dont l'intérêt est indéniable dans cette région du monde où le paludisme fait chaque année des milliers de victimes.

MÉCANISATION ET COMMERCIALISATION

Pour tirer profit du marché mondial et pour obtenir un revenu stable, les villageoises doivent piler et transformer une très grande quantité de noix. Avec des pressoirs à moteur, elles pourraient travailler davantage et plus vite, et en produisant une plus grande quantité de beurre qu'elles vendraient à des entreprises elles verraient leurs bénéfices augmenter. Le «Lutheran World Relief» et son partenaire sur le terrain, DAKUPA, ont donc acheté des pressoirs à moteur pour deux groupements de femmes de la région. DAKUPA s'est chargé d'apprendre aux villageoises à faire fonctionner les pressoirs et à les entretenir, ainsi qu'à établir un calendrier de production, à gérer leurs finances et à conserver minutieusement la trace de leurs dépenses et de leurs recettes. Après avoir suivi ces cours de formation, les villageoises ont pu contracter des prêts modiques grâce auxquels elles ont acheté de grosses quantités de noix aux femmes qui se spécialisent dans la cueillette des grappes de fruits du karité.

Auparavant, les villageoises devaient piler les noix dans un mortier, se rendre à pied dans un village éloigné de plusieurs kilomètres pour les presser, puis retourner chez elle pour faire bouillir l'huile obtenue et la filtrer. Ceci représentait une telle quantité de travail, avec des bénéfices si minimes à la clé, que beaucoup de femmes vendaient les noix non décortiquées pour une somme dérisoire. Maintenant qu'elles vendent l'huile et le beurre de karité, elles gagnent quatre fois plus d'argent qu'avant. En outre, elles peuvent louer les pressoirs à d'autres villageoises quand elles n'en ont pas besoin, ce qui leur procure une autre source de revenu.

Les villageoises produisent maintenant du beurre de karité à plus grande échelle; le LWR et DAKUPA les aident à passer au stade de la commercialisation. Elles ont conclu un contrat avec une entreprise de produits de beauté d'Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, et elles comptent diversifier leurs débouchés en tirant parti de la demande de beurre de karité sur le marché mondial.

Ce projet a aidé les villageoises de Boulgou à prendre leur avenir en main. A l'heure actuelle, elles gagnent suffisamment d'argent pour acheter des vêtements et des médicaments, et elles sont propriétaires d'une entreprise qui leur appartient à elles seules. Les hommes des villages les prennent au sérieux et ils commencent à les inclure dans la prise des décisions qui intéressent leur collectivité. Et maintenant qu'elles n'ont plus à écraser les noix à la main ni à faire des kilomètres et des kilomètres pour les vendre, elles ont du temps à consacrer à d'autres activités : petit commerce, fabrication de fil à coudre et préparation de la terre en prévision de l'ensemencement. Leur commerce du beurre de karité a instillé en elles un sentiment de confiance en soi et de solidarité, et elles ont appris à gérer un projet communautaire.

Ce projet, qui montre ce dont les femmes sont capables quand on leur en donne les moyens, ne fait pas figure d'exception. L'un des plus grands services que le LWR puisse rendre aux collectivités, c'est de rendre les femmes autonomes et de faire comprendre aux hommes qu'il s'agit d'un changement pour le mieux. Une telle évolution peut amener les individus à assumer de nouveaux rôles, ce qui permet aux hommes comme aux femmes de donner la pleine mesure de leurs capacités. Dans l'esprit de LWR, épauler les femmes répond à un impératif moral. C'est aussi un investissement très sage dans la lutte contre la pauvreté et la création de familles et de collectivités en bonne santé. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA PROMOTION DES DROITS DE LA FEMME AU BÉNIN

Écolière peule du nord du Bénin, Alima fut fiancée, conformément à la coutume, dès sa naissance à un cousin de sa mère. Elle finit ses études primaires quand elle avait treize ans et comptait poursuivre ses études dans un établissement secondaire. Malheureusement, ses parents reçurent entre temps une dot et d'autres cadeaux de son « fiancé ».

À la rentrée des classes en octobre 2004, Alima s'apprêtait à reprendre les cours lorsque son fiancé décida qu'il voulait se marier et que, contrairement à ce qu'elle souhaitait, elle devait arrêter ses études. L'affaire fut portée devant l'Association des mères des élèves de la région, qui poussa ses parents à la laisser continuer ses études au moins jusqu'à la cinquième.

Alima fut inscrite dans un pensionnat de filles à Parakou, et pendant les vacances scolaires de la Noël une famille de cette ville l'accueillit avant d'éviter un éventuel enlèvement de la part de son fiancé. Toutefois, trois jours après la reprise des cours, la directrice de son école signala qu'elle avait disparu. Des personnes dirent à ses parents qu'elle était partie pour une destination inconnue parce qu'elle pensait que son retour au pensionnat risquait d'entraîner sa mort. Toutefois, son père est convaincu qu'elle a été ensorcelée. Il s'agit là d'un exemple typique de la manière dont l'avenir d'une adolescente peut être brisé par des traditions rétrogrades.

L'ABSENCE DES DROITS DE LA FEMME

Les plus grands obstacles à l'autonomisation de la femme au Bénin sont le droit coutumier et les pratiques traditionnelles qui privent le sexe féminin des droits les plus fondamentaux. Dans ces sociétés traditionnelles, le rôle de la femme est défini par rapport à celui de l'homme, et le principe de l'égalité entre l'homme et la femme n'est guère accepté. Des coutumes telles que les mariages précoces ou forcés, le lévirat (l'obligation pour une veuve d'épouser le frère ou le fils de son défunt mari), la polygamie, les cérémonies à l'occasion d'un veuvage (l'obligation pour les veuves de cesser toute activité pendant des mois), les restrictions pour les femmes en matière d'héritage, la violence conjugale et

l'ablation rituelle du clitoris renforcent la violence à l'égard des femmes et accroissent leur pauvreté. Ces coutumes entravent la démocratie et ralentissent le développement économique et politique du Bénin car elles font que la plupart des Béninoises sont analphabètes, qu'elles dépendent financièrement de leur conjoint et qu'elles ne sont pas encouragées à participer à la vie politique.

En vue de remédier à cette situation, des femmes ont décidé de se réunir pour étudier les moyens d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. L'Association des femmes juristes du Bénin a vu le jour en janvier 1990 ; elle a pour vocation de promouvoir les droits de l'homme et en particulier ceux de la femme. En collaboration avec l'association « Femmes, droit et développement en Afrique » (FeDDAF-Bénin) et d'autres associations, l'Association des femmes juristes du Bénin a beaucoup contribué à l'élaboration de textes de loi pertinents. Le gouvernement béninois a proposé en 1990 un projet de code des personnes et de la famille, qui, après une mise en conformité avec la Constitution béninoise, a été adopté par le Parlement le 14 juin 2004 et promulgué par le président de la République le 24 août de la même année.

Ce nouveau code a marqué un tournant dans le droit béninois. Alors que les anciennes lois étaient hostiles à la reconnaissance des droits de la femme et à leur protection, les hommes et les femmes ont maintenant l'obligation commune d'élever leurs enfants. La polygamie, le lévirat et le mariage forcé sont désormais prohibés. La dot n'est plus que symbolique et ne peut pas être réclamée en cas de divorce. Les enfants nés en dehors du mariage sont les mêmes droits que les enfants légitimes, et les femmes ont les mêmes droits que les hommes en matière d'héritage.

LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DU NOUVEAU CODE

Il est regrettable que le Code des personnes et de la famille soit encore bien peu connu du public et qu'il soit peu appliqué. Par ignorance ou par défi, les magistrats et les juges continuent d'appliquer le droit

coutumier. On observe une grande résistance à l'application des principes relatifs au respect des droits de la femme. Le gouvernement n'a même pas pris les décrets nécessaires pour garantir l'application du code et pour mettre fin à cette dualité juridique.

Fondatrice et ancienne présidente de l'Association des femmes juristes du Bénin, la juge Clotilde Médégan-Nougbodé est maintenant à la tête de la Haute Cour de justice du Bénin et fait également partie de la Cour constitutionnelle. Lors de la présentation du nouveau code à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, elle a déclaré que le Code des personnes et de la famille constituait un outil de développement et de promotion de la famille qui avait trait à la personne humaine, qu'il s'agisse de l'homme ou de la femme, tout au long de sa vie. Elle a fait état de la nécessité d'en informer tous les Béninois.

L'INITIATIVE EN FAVEUR DES DROITS DE LA FEMME

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), notamment son service sur le rôle de la femme dans le développement, œuvre de concert depuis 2002 avec l'organisation non gouvernementale Chemonics pour promouvoir les droits de la femme (garanties juridiques, droit civil, droit de propriété et droits de la personne) dans le cadre de l'Initiative en faveur des droits de la femme (WLR). Le Bénin est l'un des pays qui bénéficient de cette initiative. Le WLR-Bénin coopère étroitement avec la mission de l'USAID au Bénin et avec la sous-commission chargée de la promotion de la condition féminine pour incorporer les activités du programme des droits de la femme dans la multitude des activités de la mission.

En vue de définir les obstacles qui empêchent les Béninoises de jouir de tous leurs droits et de déterminer ce qu'il convient de faire à ce sujet, l'équipe de la WLR-Bénin a eu de longs entretiens avec des équipes de la mission de l'USAID au Bénin, avec des représentants des ministères et des organisations non gouvernementales ainsi qu'avec des magistrats, des avocats et des donateurs étrangers. Les activités de la WLR visant à surmonter la résistance de ceux qui appliquent le droit coutumier portent sur l'information et la formation relatives aux droits de la femme. Elles comprennent des campagnes de sensibilisation du public, la formation d'assistants juridiques, la rédaction de manuels et de brochures pour les juristes portant sur le Code des personnes et de la famille, des centres d'éducation des adultes, des cours destinés aux responsables locaux et une formation continue pour les magistrats et le personnel de niveau intermédiaire de l'appareil judiciaire.

Le WLR-Bénin a lancé officiellement les cours de formation et la campagne de sensibilisation en mars 2005, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté des représentants du gouvernement béninois, de diverses institutions et d'organisations non gouvernementales. Toutes ces personnes ont reçu un ensemble de manuels de formation et de brochures illustrées sur la mobilisation rédigés en français et dans quatre langues vernaculaires, le fon, l'adja, le batonou et le dendi.

Le WLR-Bénin a également organisé des séances de lecture dans plusieurs régions du pays lorsque le Code des personnes et de la famille a été présenté aux habitants de ces régions dans leur langue locale. Selon les participants, ces sessions se sont révélées très utiles pour faire connaître le nouveau code à tous les Béninois. ■

Source : texte rédigé par Sandrine Dossou-Yovo, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID-Bénin).

DES CAMBODGIENNES BRIGUENT DES FONCTIONS ÉLECTIVES

Ancienne maraîchère et vendeuse de légumes, Ung Vathana est maintenant chef de sa province à Kompong Cham au Cambodge. Elle fait partie des quelque 12 000 femmes qui ont inscrit leur nom sur leur bulletin de vote lors des élections communales organisées dans ce pays en 2002. Ces femmes ont ainsi ouvert la voie aux élections législatives de 2003 au cours desquelles le nombre des femmes élues a été bien plus important que lors des élections législatives précédentes. Deux tiers des nouvelles élues avaient participé à des cours de formation offerts par l'organisation non gouvernementale « Women for Prosperity » (Des femmes pour la prospérité), qui reçoit une aide financière de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et dont le siège est à Phnom Penh.

L'USAID soutient les activités de cette organisation non gouvernementale qui s'emploie à informer les électeurs et à favoriser la participation des femmes à la vie politique, et ce depuis dix ans. Œuvrant de concert avec des hommes politiques, des électeurs et des médias pour préconiser la participation des femmes à tous les niveaux du gouvernement, « Women for Prosperity » publie un périodique encourageant les femmes à occuper des postes de responsabilité, les réformes d'ordre démocratique et la non-violence. Cette organisation a également formé plus de 5 500 femmes pour qu'elles puissent briguer une fonction élective et l'occuper ensuite.

Trente années de violence ont empêché la création d'institutions démocratiques solides au Cambodge. Les factions politiques ont créé un climat d'agitation et d'instabilité qui a exclu une grande proportion de la population de la vie politique et qui a par voie de conséquence empêché le gouvernement de satisfaire ses besoins. Du temps des Khmers rouges, le parti communiste cambodgien, le nombre des hommes qui ont été tués a été si important que 28 % des Cambodgiennes sont maintenant veuves et que 56 % de la population est de sexe féminin. Il s'ensuit que les femmes sont obligées d'assumer de nouveaux rôles tant dans le domaine économique qu'au sein de la famille. Certaines doivent même occuper plusieurs emplois pour subvenir aux besoins des membres de leur famille.

Toutefois, jusqu'aux récentes élections, les femmes étaient exclues de la vie politique. Elles ne figuraient guère au sein du gouvernement, et les questions les intéressant recevaient peu d'attention lors des élections locales et nationales.

L'association « Women for Prosperity » s'emploie à

corriger cette injustice, ainsi qu'à faire prendre conscience de l'importance de l'égalité entre les sexes pour le développement du pays. Alors qu'elle prépare des femmes compétentes à se lancer dans la politique, elle cherche aussi à constituer un groupe d'électrices bien informées et susceptibles de se mobiliser.

Elle donne une formation à de futurs dirigeants en encourageant aussi bien les hommes que les femmes à participer à la vie politique. Les hommes et les femmes suivent cette formation ensemble de sorte que les hommes prennent conscience des questions intéressant les femmes et qu'ils se rendent compte que les femmes doivent participer aux grandes décisions et au développement du pays. L'association espère que ce sentiment de coopération se traduira dans le travail des hommes au sein des conseils municipaux.

Sur les 80 femmes et hommes représentant les 3 grands partis politiques cambodgiens qui ont suivi une formation, 59 ont été sélectionnés pour jouer le rôle de formateur. Ceux-ci sont retournés dans leurs provinces respectives pour organiser des ateliers de formation. Sur les 5 500 femmes qui ont suivi une formation dans ce cadre, 60 % se sont présentées aux élections de 2002. Ces femmes étaient originaires de 24 provinces et de 208 circonscriptions; plus de 60 % d'entre elles n'avaient fait que des études primaires, et leur âge allait de vingt-cinq à soixante-deux ans.

Les cours de formation portent essentiellement sur 8 domaines: les femmes et la politique, l'égalité entre les sexes, les qualités de commandement, la gestion et la préparation, les formalités à remplir pour se présenter à une élection, la décentralisation, la législation électorale et le rôle des conseils municipaux. Souvent, les candidats hommes et femmes sont peu au courant de la décentralisation lorsqu'ils commencent la formation, et les cours les préparent aux façons dont les conseils municipaux assument maintenant la responsabilité des affaires des communes, au lieu du gouvernement central.

Les jeux de rôle sont souvent utilisés pour garantir que les cours de formation ont un caractère pratique et accessible à des personnes dont le degré d'instruction est différent et qu'ils portent sur des questions essentielles pour la vie du pays. Par exemple, lors du cours sur l'art de gouverner, certains élèves jouent le rôle de dirigeants démocratiques et d'autres celui de dirigeants autocratiques pour présenter à l'ensemble des élèves des scénarios réalistes. Ces futurs dirigeants se rendent compte rapidement que les décisions et les mesures prises



Des Cambodgiennes participent à la formation de futures formatrices à Kampot en juillet 2004. Elles ont assisté à une cours de trois jours sur le recrutement de nouveaux membres et, le quatrième jour, elles ont organisé une réunion de sensibilisation.

avec l'assentiment de la population sont plus judicieuses et plus durables que celles prises sans sa participation.

Avec l'aide de l'USAID, « Women for Prosperity » porte maintenant son attention sur les femmes qui faisaient partie autrefois des Khmers rouges et incorpore les questions qui les intéressent dans des initiatives locales relatives à la société civile. Par exemple, l'association a fait pression sur le gouvernement pour que les listes des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale comprennent un plus grand nombre de femmes. En outre, grâce à ses initiatives en matière législative, une nouvelle loi exigeant la création de commissions relatives aux femmes et aux enfants au sein des conseils municipaux change le fonctionnement de ces conseils et influence les questions qu'ils examinent et leur ordre de priorité.

Au fur et à mesure que l'association « Women for Prosperity » acquiert de l'expérience, elle apporte son message à travers le pays. Étant donné que même les habitants des villages les plus pauvres et les plus reculés ont maintenant accès à un appareil de télévision ou à un magnétophone, elle produit des cassettes vidéo et audio sur l'information des électeurs portant notamment sur des questions telles que « Qu'est-ce qu'une élection ? » ou « Pourquoi doit-on élire des femmes ? ». Elle distribue les cassettes vidéo et audio aux temples bouddhistes, qui constituent un lieu important de la vie des villageois dans la plupart des zones rurales. En outre, des femmes et des militants d'organisations non gouvernementales passent

de longues heures à se rendre à vélo dans des villages et dans des petites villes et à diffuser les messages au moyen de magnétophones et d'appareils de sonorisation à piles à l'intention de tous ceux qui viennent les écouter.

Cette campagne de grande ampleur donne des résultats, et les représentantes des communes commencent à s'exprimer avec force sur des questions telles que les besoins des femmes en matière de santé et l'aménagement des canaux qui sont si importants pour le commerce et les transports au Cambodge. Les femmes veulent participer à l'administration des collectivités locales parce qu'elles estiment que ce sont elles qui sont les mieux en mesure de comprendre les problèmes des autres femmes. Comme Keang Siphon, qui est l'adjointe du chef de la commune de Sambourmeas, l'a dit : « J'ai décidé d'être candidate parce que je veux aider les villageoises, en particulier les veuves. Trente pour cent de nos habitants sont des veuves. Si je suis élue, je les aiderai à se prendre en charge sans avoir à dépendre des hommes. »

Une voisine de Keang Siphon est du même avis. « Nous voulons, a-t-elle dit, qu'un plus grand nombre de femmes soient candidates parce que les femmes ne règlent pas les problèmes par la force ou sous la menace d'un fusil. Les femmes sont les mères du monde. » ■

Source : texte rédigé par la direction Asie et Proche-Orient de l'Agence des États-Unis pour le développement.

LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES DE LA NAMIBIE

Kristina Stefanova

Depuis 1992, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) appuie en Namibie la création d'associations locales afin que celles-ci assurent la conservation des riches ressources biologiques du pays et qu'elles en bénéficient. Les associations qui administrent des zones de conservation, où vivent près de 100 000 Namubiens, sont habilitées à gérer la faune sauvage ainsi que les autres ressources naturelles pour dégager des revenus et créer des emplois pour les ruraux. Elles ont leurs propres statuts, lignes d'action, méthodes et plans de gestion. Comme l'indique le présent article, nombre d'entre elles approchent de la rentabilité et de l'autosuffisance, ou y sont déjà parvenues.

Kristina Stefanova est rédactrice en chef adjointe de la publication « Frontlines », de l'USAID.)

Vaste pays aride du sud-ouest de l'Afrique, la Namibie est dotée d'un régime démocratique, d'une infrastructure relativement bonne et des ressources naturelles abondantes. Si les activités extractives, la pêche et le tourisme alimentent l'économie, la plupart de ses habitants vivent tant bien que mal de l'agriculture de subsistance et d'activités constituant une exploitation des ressources naturelles. Il est intéressant de noter que le tourisme contribue pour environ 10 % à la formation du produit intérieur brut du pays et qu'il est une source importante d'emploi et de revenu en milieu rural.

La Namibie est le premier pays du monde qui ait incorporé la protection environnementale dans sa Constitution. Selon l'article 95 de cette dernière, « l'État promeut activement et garantit le bien-être de la population en adoptant notamment des mesures visant à maintenir en état les écosystèmes, les processus écologiques essentiels et la diversité biologique de la Namibie et à assurer l'utilisation durable des ressources biologiques naturelles au profit de tous les Namubiens, présents et futurs. » Par ailleurs, l'article 91 prévoit qu'un médiateur sera chargé d'enquêter au sujet des plaintes « concernant l'utilisation excessive des ressources biologiques naturelles, l'exploitation irrationnelle des ressources non renouvelables, la dégradation et la

destruction des écosystèmes et la non-protection de la beauté et du caractère de la Namibie ». Aujourd'hui, les zones protégées couvrent environ 14 % du territoire du pays. À mesure que les zones protégées s'étendent, il devient de plus en plus important d'aider la population rurale établie à proximité ou à l'intérieur de ces zones à tirer parti de la protection de leur zone et de ses ressources.

LES AVANTAGES DES ASSOCIATIONS DE CONSERVATION

Depuis 1992, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) appuie, par l'entremise de sa mission en Namibie, le développement d'associations locales afin que celles-ci assurent la conservation des riches ressources biologiques du pays et qu'elles en bénéficient. À ce jour, l'USAID a investi quelque 40 millions de dollars dans ce programme, les cofinancements accordés par des investisseurs du secteur privé et par d'autres donateurs ayant, quant à eux, dépassé ce montant à la fin de 2004.

En 2005, l'USAID a financé la troisième phase (2005-2010) du programme de Gestion des ressources naturelles à base communautaire (GRNBC), mise en œuvre par un consortium dirigé par le Fonds mondial pour la nature (WWF) en partenariat avec le gouvernement namibien et un ensemble d'organisations non gouvernementales (ONG). Ce programme appuie la formation et le développement d'associations de conservation qui sont habilitées à gérer la faune et la flore sauvages ainsi que d'autres ressources naturelles afin de dégager des revenus et de créer des emplois pour la population dans les zones rurales. Il promeut également la gestion intégrée de toutes les ressources possédées en commun sur le territoire de chaque zone protégée administrée. Ces ressources sont gérées en vertu de textes de loi qui en assurent la compatibilité; c'est ainsi, par exemple, qu'en vertu des lois foncières, il est exigé que les plans de gestion des zones protégées soient respectés lors des processus d'allocation et d'administration des terres.

Les membres de chaque association de conservation élisent un comité chargé de suivre le développement et la



Un guépard se repose à l'ombre en Afrique australe.

Lori Waselchuk « Associated Press »

gestion des ressources communautaires, où siègent des représentants (hommes et femmes) de la population locale, ce qui leur donne une voix en matière de gouvernance locale. Ces représentants rendent compte de leurs décisions lors de diverses réunions et invitent souvent des représentants d'administrations locales pour échanger des informations. Seules les collectivités qui se voient attribuer des contingents de faune et de flore sauvages rendent compte de l'utilisation de ces contingents au gouvernement central.

« Du fait de leur organisation structurelle, les associations de conservation constituent des véhicules remarquables au moyen desquels nous pouvons diffuser des informations sur le sida et sur l'instruction civique en milieu rural », a indiqué la directrice des programmes techniques de l'USAID en Namibie, Mme Tina Dooley-Jones.

Les associations de conservation se procurent des revenus substantiels en concluant des accords de co-entreprise avec des investisseurs du secteur privé pour établir des stations de safari ou des accords de concession de chasse pour amateurs de trophées. Les membres des associations peuvent aussi gagner de l'argent en produisant et en vendant des objets artisanaux. Sauf pour ces revenus individuels, les recettes des associations de conservation sont mises en commun. Une partie de ces recettes est allouée à des projets communautaires, notamment de construction d'écoles, de centres médicaux et de routes. En 2003, par exemple, l'association de conservation de Torra a versé plus de 2 000 dollars pour contribuer à la rénovation de l'école locale, a acheté une photocopieuse pour l'école et a fait don d'environ 1 000 dollars à la

garderie d'enfants locale. En 2003, l'association de conservation de Khoadi Hoas a versé plus de 3 000 dollars aux deux écoles locales et a fourni du carburant diesel aux agriculteurs afin de leur permettre de pomper l'eau nécessaire pour leur bétail et pour les éléphants. En 2004, l'association de conservation de Nyae Nyae a octroyé des fonds pour l'entretien des points d'eau et d'ouvrages de protection contre les éléphants afin d'assurer l'alimentation en eau aussi bien des habitants que des animaux. Les reliquats de ces comptes ont généralement été distribués aux habitants de la zone protégée à titre de dividende versé aux membres de l'association.

Dans le cadre de sa stratégie 2005-2010 pour la Namibie, l'USAID élargit ses interventions et passe de la gestion de la faune et de la flore sauvages par les organismes de conservation à la supervision communautaire d'un ensemble de ressources naturelles plus vastes qui englobe les forêts, les pêcheries et les pâturages. Elle accorde également une place privilégiée aux projets de formation à la gestion des entreprises et aux activités génératrices de revenus.

QUELQUES CHIFFRES

Les 31 associations de conservation enregistrées en Namibie ont gagné 2,35 millions de dollars en 2004, alors que leurs recettes étaient inférieures à 100 000 dollars en 1995. Quatre d'entre elles ont atteint l'autonomie financière et 6 autres devraient dégager des bénéfices d'ici à 2006. Onze des associations n'ont eu aucun revenu en 2003, mais la chose était due principalement à leur formation toute récente. Les autres associations sont parvenues à divers stades de développement et elles couvrent dans une petite mesure leurs frais d'exploitation, notamment les salaires de leurs employés.

Près de 100 000 Namibiens habitent dans des zones protégées par des associations locales, et quelque 3 800 sont employés comme gardes-chasse, chasseurs, artisans et membres du personnel de service dans les stations et les camps de safari. Les associations ont leurs propres statuts, lignes d'action, méthodes et plans de gestion. Les habitants des zones protégées relèvent du droit coutumier et des autorités traditionnelles.

Les associations de conservation protègent quelque 8 millions d'hectares de terres communautaires, en sus des

11,2 millions d'hectares déjà protégés par l'État. Comme le note le directeur de la mission de l'USAID en Namibie, M. Gary Newton, «quand notre appui en faveur des associations de conservation de Namibie prendra fin en 2010, ce seront environ 18 % de la superficie du pays qui seront administrés sous un régime de gestion des ressources naturelles durable, et la biodiversité en aura considérablement bénéficié».

L'association de conservation de Torra, la première qui soit parvenue à l'autosuffisance, a remis 75 dollars à chacun de ses membres en 2003, soit la moitié de leur revenu annuel moyen. Toutefois, elle n'a rien distribué en 2004, mais elle a acheté 2 véhicules dont l'un sert d'ambulance pour transporter les malades qui ont besoin de soins médicaux complexes jusqu'à un hôpital distant d'environ 300 kilomètres. Elle a également versé quelque 16 000 dollars d'indemnités à des agriculteurs locaux dont le bétail avait été tué par des prédateurs. Des arrangements d'indemnisation analogue sont mis en place sur le territoire d'au moins 5 autres associations de conservation.

En 2004, l'association de conservation de Torra a été l'un des lauréats d'un prix international décerné par le Programme des Nations unies pour le développement. Cette année, le Camp de Damaraland, station de safari située sur le territoire de l'association, s'est vu attribuer le Prix 2005 du tourisme pour la conservation de demain lors d'une réunion mondiale d'organisations touristiques, prix qui vient récompenser les meilleures pratiques en matière de tourisme judicieux.

Pour 2005, l'association de conservation de Torra a alloué des ressources à 3 grands projets. Le premier est un projet de construction d'un camp d'une valeur estimée à 50 000 dollars, qui doit créer 10 à 15 emplois supplémentaires pour la population locale. Le deuxième est un projet d'horticulture d'un coût de 20 000 dollars : production de piments et d'agrumes sur des terres communales en vue de leur commercialisation et production de légumes pour la consommation locale. Les légumes seront fournis aux personnes âgées et aux malades et le reste de la production sera vendu à la communauté pour recouvrer les coûts. Ce projet bénéficie également d'un appui complémentaire du gouvernement namibien dans le cadre du programme écologique mis en œuvre par le ministère de l'agriculture, des eaux et des forêts. Le troisième projet, d'une valeur de 6 500 dollars, est un projet de construction d'une garderie d'enfants.

L'ACCROISSEMENT DE LA FAUNE SAUVAGE

La faune sauvage a subi en Namibie de lourdes pertes dues au braconnage jusqu'au milieu des années 1990. Depuis lors, le braconnage a fortement diminué, surtout grâce aux interventions des gardes-chasse locaux et à la prise de conscience de la population locale au sujet de la valeur de la faune. On assiste en conséquence à une augmentation du nombre d'animaux sauvages dans les zones protégées qui comptent aujourd'hui plus d'éléphants, de buffles, de zèbres de Hartmann, de springboks et de lions que jamais auparavant dans l'histoire moderne. La Namibie possède également le plus grand nombre de rhinocéros noirs en liberté au monde ; leur nombre a doublé dans la région septentrionale de Kunene au cours des douze dernières années. Le pays abrite également 2 500 guépards, soit la plus grande population au monde de cette espèce.

« Les dons d'animaux, provenant principalement d'élevages du secteur privé et de l'État, ont aidé les associations de conservation à accroître les populations fauniques et ils reflètent par ailleurs la confiance croissante dans l'aptitude de ces associations en tant que bons intendants du milieu naturel », a indiqué Mme Tina Dooley-Jones.

Selon elle, ce projet doit son succès « à la place qu'il a accordée à la gouvernance : nous travaillons avec des ruraux qui peuvent être extrêmement forts du point de vue politique lorsqu'il s'agit de leur gouvernance locale et de l'utilisation de leurs ressources. Le projet touche également à la biodiversité et à la conservation. Les gens ne conservent pas les ressources ou n'en font pas un usage durable à moins d'en constater les avantages concrets. Et il y a, bien sûr, la question des moyens d'existence. Les habitants de cette région n'ont absolument aucune autre source de revenu ou très peu d'autres possibilités. C'est donc là un programme très tangible d'atténuation de la pauvreté. » ■

DE NOUVELLES FAÇONS DE VOIR LE PAYSAGE

Certains pays en développement, bien que pauvres en capital fixe, possèdent de grandes richesses végétales naturelles, principalement leurs forêts. Celles-ci ont une valeur qui ne se limite pas au bois et aux habitats qu'elles fournissent : on peut les considérer comme des banques où est déposé non pas de l'argent, mais du carbone. À mesure qu'augmentent les préoccupations inspirées par le réchauffement de notre planète et l'attention accordée à la réduction des émissions de gaz, les forêts des pays en développement acquièrent une valeur accrue de par leur fonction d'élimination et de stockage, dit aussi piégeage, du gaz carbonique.

En poussant, la végétation extrait le gaz carbonique de l'air et compense ainsi les émissions de polluants provenant des automobiles, des usines et de diverses activités humaines. Les pays et les secteurs industriels sont de plus en plus nombreux à rechercher des moyens de compenser leurs émissions de gaz carbonique, et la promotion de la gestion forestière offre précisément un moyen de le faire. Les programmes forestiers destinés à faciliter l'absorption du gaz carbonique font ainsi l'objet d'un intérêt et d'investissements croissants. Les pays pauvres qui possèdent des forêts en abondance ont là une source potentielle de nouveaux revenus et de nouveaux encouragements à la bonne gestion de leurs forêts.

La bonne gestion forestière dépend de la bonne compréhension des ressources, de l'application de mesures rationnelles et de l'appui de la population locale. Il est essentiel de disposer à cet effet d'informations précises. Organisme américain à but non lucratif qui encourage la gestion des ressources naturelles et la pérennité de l'environnement, « Winrock International » considère que les pays en développement devraient avoir accès au même type de données que les pays industriels pour prendre des décisions. À cette fin, il a mis au point des instruments d'imagerie aérienne numérique peu coûteux et de haute qualité afin d'évaluer l'état des forêts, de déterminer l'utilisation des terres, d'élaborer des plans de gestion et de surveiller l'évolution des forêts.

Les images aériennes numérisées donnent aux collectivités locales, aux pouvoirs publics et aux chercheurs un nouveau point de vue sur le milieu ambiant. Ce type d'images permet aux habitants de constater, souvent pour la première fois, l'incidence qu'ils ont sur l'environnement. Ils adoptent alors plus facilement les méthodes de l'agriculture durable qui accroissent leur production et leurs revenus, ce qui réduit la nécessité de rechercher de nouvelles terres arables qui empiètent sur les zones boisées. La population locale fait un meilleur usage des produits forestiers bruts et y ajoutent de la valeur au niveau local de manière à accroître les bénéfices économiques, ce qui limite l'exploitation sauvage. La création de petites entreprises fondées sur l'exploitation des produits forestiers non ligneux apporte de nouveaux revenus et constitue un incitatif puissant à la préservation des forêts.

L'imagerie aérienne offre aux décideurs un instrument précis qui leur permet de mesurer et de surveiller les changements d'utilisation des sols, de définir une ligne d'action et d'établir un ordre de priorité. Elle leur permet d'observer l'incidence sur les ressources des décisions et des mesures prises et de montrer la nécessité de la participation de tous les intéressés pour assurer le succès à long terme des initiatives de gestion. Les chercheurs obtiennent des informations si précises qu'ils peuvent documenter la fructification des arbres et des plantes par rapport à l'évolution de la faune sauvage. Ils peuvent suivre les maladies et les infestations d'insectes nuisibles dans les forêts, surveiller les écosystèmes fragiles et déterminer les stratégies appropriées pour répondre aux besoins des populations humaines et animales qui se partagent les forêts.

Chose importante, la gestion forestière, les mesures et les activités de suivi fournissent les données et la documentation nécessaires pour attirer les investisseurs qui s'intéressent à la compensation des émissions de gaz à effet de serre par l'achat du carbone stocké dans les forêts. Ce secteur lucratif et croissant peut apporter des contributions considérables au développement de nombreux pays en transition.

À l'aide de son dispositif M3DADI (imagerie

aérienne numérique multispectrale à trois dimensions), Winrock a mis au point une série d'instruments qui permettent des mesures économiques précises, un suivi et une analyse des biens écologiques, de la biodiversité, de l'utilisation des sols, de la qualité de l'eau et du carbone piégé dans les forêts et autres formations végétales. Une formation dispensée aux populations locales leur permet de se servir avec profit de ces instruments et de participer à l'établissement d'un ordre de priorité et à la surveillance des changements d'affectation des terres.

Les travaux de Winrock en faveur de la pérennité de l'environnement en Amérique latine comprennent des activités au Belize, en Bolivie, au Brésil, au Costa-Rica, en Équateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou. Certaines de ces activités ont récemment abouti à l'élaboration de plans de mesure du carbone portant sur quelque 930 000 hectares où près de 50 millions de tonnes de carbone seraient piégés.

Un élément d'une importance essentielle pour ces travaux est le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales, de la population locale et d'autres intéressés pour leur permettre

d'effectuer les vérifications et les analyses nécessaires de manière à pouvoir appuyer les activités de mesure et de suivi à long terme et à tirer parti de manière optimale des informations offertes par ce dispositif. Ces travaux sont susceptibles d'avoir des effets importants dans le domaine des changements climatiques mondiaux et pour les échanges de crédits de carbone piégé, ainsi que des avantages considérables pour les populations locales et les pays du monde entier.

À un niveau plus général, la technologie de pointe de Winrock a des effets sur les travaux de diverses organisations de financement. La collecte des données et les méthodes d'analyse permettent à l'Agence des États-Unis pour le développement international de surveiller avec plus de précision les effets de ses concours financiers sur les stocks de carbone mondiaux. Winrock a également mis au point une méthode, conçue pour les profanes, qui sert à déterminer les quantités de carbone dans les projets d'utilisation des sols et de forêts du Programme des Nations unies pour le développement. ■

Source : « Winrock International ».

LA PROTECTION DES FORÊTS RUSSES

L'avenir des forêts est dans les mains de la population locale, depuis les montagnes de l'Oural jusqu'aux côtes de l'océan Pacifique. La Russie extrême-orientale possède 22 % des forêts du monde, qui sont d'une importance évidente en raison des avantages économiques qu'elles apportent et des écosystèmes uniques qu'elles entretiennent. Leur immense capacité de stockage du carbone joue, à l'échelle

mondiale, un rôle vital car elle réduit la quantité de gaz à effet de serre présente dans l'atmosphère, qui contribue aux changements climatiques mondiaux.

Les travaux de l'organisme « Winrock International » dans le domaine de l'environnement vise à parer à plusieurs grandes menaces qui mettent en danger les forêts de la région : les incendies incontrôlés qui détruisent chaque année



Forêt sibérienne.

Winrock International

des milliers d'hectares de terres boisées, le bombyx disparate et un autre lépidoptère, le « dendrolimus superans sibiricus », qui attaquent des forêts entières, et l'exploitation forestière effrénée qui apporte peu à la population locale en situation précaire à laquelle ces forêts offrent des moyens d'existence.

Malheureusement, divers facteurs, dont les principaux sont les difficultés économiques actuelles de la Russie, causent la disparition de vastes superficies de forêts sans que la population locale en tire des avantages. Les services forestiers, dont le budget est insuffisant, assistent impuissants aux ravages des incendies, aux infestations d'insectes et aux activités de coupe illicites et impunies. Même lorsque l'exploitation forestière est licite, le manque de capitaux pour construire des scieries fait que le bois est exporté à l'état brut et qu'il rapporte donc bien moins que ne le ferait du bois d'œuvre.

Dans le cadre de son projet FOREST (ressources et techniques forestières) financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international, Winrock apporte une aide financière et une assistance technique en vue de la construction de scieries et d'usines ainsi que de la modernisation de celles qui existent actuellement en Russie. Le projet a notamment accru le rendement des scieries en place en facilitant l'installation de machines qui brûlent la sciure, auparavant mise au rebut, et dont la chaleur qu'elles émettent sert à sécher le bois, ce qui augmente sa valeur à l'exportation. Certaines entreprises ont accru leur chiffre d'affaires annuel de centaines de milliers de dollars grâce à cette utilisation de la biomasse.

Un organisme partenaire du projet FOREST a élaboré un progiciel du nom d'EcoSentinel qui permet de prévoir les infestations de chenilles défoliantes. Ce progiciel traite les données de dénombrement de larves et celles de la surveillance de la quantité de phéromone chez les papillons adultes et indique avec précision les zones à risque élevé. Il permet ainsi de lutter contre les infestations à moindre frais, en particulier en ce qui concerne la main-d'œuvre.

Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation appuyée par le projet FOREST, des étudiants en art dramatique de la ville de Khabarovsk ont écrit et interprété une pièce de théâtre intitulée « Je vous donne

mille ans », qui présente clairement les dangers des incendies de forêts et les pertes économiques et environnementales qu'ils entraînent. Le projet FOREST a apporté son concours au Festival de la journée du tigre organisé au jardin zoologique de Khabarovsk pour souligner l'importance de la protection du tigre de l'Amour, espèce menacée vivant dans les forêts de la Russie. Grâce aux ressources de ce projet, de nombreux enseignants russes ont pu inclure un module sur l'écologie forestière dans leurs cours de sciences de l'environnement.

Par ailleurs, le projet FOREST a aidé les habitants de la région à tirer un revenu d'activités non destructrices des forêts à l'aide de ressources renouvelables telles que les pignons, les baies et les champignons. Grâce à son appui, des membres de l'Association interrégionale des producteurs bio de Sibérie, et des membres de groupes analogues, ont participé à une grande foire-exposition internationale de produits naturels, la « Natural Products Expo West », en Californie. Leurs produits ont été présentés à des visiteurs d'autres pays, acheteurs potentiels de produits d'herboristerie bruts et de nouveaux types d'aliments santé, de suppléments diététiques, d'huiles essentielles et de cosmétiques. En vue de cette foire-exposition, des bénévoles de FOREST ont organisé à l'intention des participants russes un cours de formation sur la présentation des produits et sur les techniques de négociations internationales. ■

Source: « Winrock International ».

BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Adelman, Carol C., Jeremiah Norris and Jean Weicher. *America's Total Economic Engagement With the Developing World: Rethinking the Uses and Nature of Foreign Aid*. Hudson Institute White Paper. Washington, DC: Hudson Institute, 28 June 2005.

http://www.hudson.org/files/publications/Rethinking_Foreign_Aid.pdf

Clemens, Michael A., Charles J. Kenny and Todd J. Moss. *The Trouble With the MDGs: Confronting Expectations of Aid and Development Success*. Working Paper No. 40. Washington, DC: Center for Global Development, May 2004.

<http://www.cgdev.org/content/publications/detail/2749>

Copson, Raymond W. *Africa: U.S. Foreign Assistance Issues*. CRS Order Code IB95052. Washington, DC: Congressional Research Service, 26 July 2005.

D'Cruz, Celine and David Satterthwaite. *Building Homes, Changing Official Approaches: The Work of Urban Poor Organizations and Their Federations and Their Contributions to Meeting the Millennium Development Goals in Urban Areas*. Poverty Reduction in Urban Areas Series Working Paper No. 16. London: International Institute for Environment and Development, Human Settlements Programme, May 2005.

http://www.iied.org/docs/urban/urbpov_wp16.pdf

Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations. *FAO and the Challenge of the Millennium Development Goals: The Road Ahead*. Rome: FAO, 2005.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/j5259e/j5259e00.pdf>

Gwatkin, Davidson R. "How Much Would Poor People Gain From Faster Progress Towards the Millennium Development Goals for Health?" *The Lancet*, vol. 365, no. 9461, 26 February 2005, pp. 813-817.

International Resources Group (IRG). *Agriculture and Natural Resources Management Research Priorities Desktop Review*. Washington DC: IRG, 2005.

http://www.usaid.gov/our_work/agriculture/ag_natural_resources_report_review.htm

Levine, Ruth et al. *Millions Saved: Proven Successes in Global Health*. Washington, DC: Center for Global Development, November 2004.

<http://www.cgdev.org/content/publications/detail/2841>

Nowels, Larry. *Millennium Challenge Account: Implementation of a New U.S. Foreign Aid Initiative*. CRS Order Code RL32427. Washington, DC: Congressional Research Service, 1 July 2005.

Radelet, Steven. "Bush and Foreign Aid." *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 5, September/October 2003, pp. 104-117.

http://www.cgdev.org/doc/commentary/Bush_and_Foreign_Aid.pdf

United Nations Children's Fund (UNICEF). *The State of the World's Children 2005: Childhood Under Threat*. New York: UNICEF, 2004.

http://www.unicef.org/publications/index_2433.html

United Nations Millennium Project. *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*. New York: United Nations Development Programme, 2005.

<http://www.unmillenniumproject.org/reports/>

U.S. Agency for International Development (USAID). *Foreign Aid in the National Interest: Promoting Freedom, Security, and Opportunity*. Washington, DC: USAID, 2002.

World Bank. *MiniAtlas of Global Development*. Washington, DC: World Bank, 2004.

World Bank. *Global Monitoring Report*. Washington, DC: World Bank, 2005.

[http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ TOPICS/GLOBALMONITORINGEXT/0,,pagePK: 64022007~theSitePK:278515,00.html](http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/GLOBALMONITORINGEXT/0,,pagePK:64022007~theSitePK:278515,00.html)

World Bank. *World Development Indicators 2005*.

Washington, DC: World Bank, 2005.

<http://www.worldbank.org/data/wdi2005/>

World Bank. *The Little Green Data Book 2005*.

Washington, DC: World Bank, 2005.

[http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/envext.nsf/ 44ByDocName/EnvironmentalIndicatorsCurrentInitiative sTheLittleGreenDataBook2005](http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/envext.nsf/44ByDocName/EnvironmentalIndicatorsCurrentInitiativesTheLittleGreenDataBook2005)

World Health Organization (WHO). *Health and the Millennium Development Goals*. Geneva, Switzerland: WHO, 2005.

[http://www.who.int/mdg/publications/mdg_report/en/ index.html](http://www.who.int/mdg/publications/mdg_report/en/index.html)

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués ci-dessus. Tous ces sites étaient accessibles en août 2005.

SITES INTERNET (en anglais)

GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

Centers for Disease Control and Prevention: Division of HIV/AIDS Prevention
<http://www.cdc.gov/hiv/dhap.htm>

Foreign Agricultural Service: Food Aid
<http://www.fas.usda.gov/food-aid.asp>

Millennium Challenge Corporation
<http://www.mcc.gov/>

U.S. Agency for International Development
<http://www.usaid.gov/>

U.S. Department of State, Bureau of Economic and Business Affairs
<http://www.state.gov/e/eb/ifdl/>

U.S. Department of State, Bureau of International Information Programs

Global Development and Foreign Aid
http://usinfo.state.gov/ei/economic_issues/global_development.html

HIV/AIDS and Other Infectious Diseases
http://usinfo.state.gov/gi/global_issues/hiv_aids.html

Sustainable Development Fact Sheets
http://usinfo.state.gov/gi/global_issues/sustainable_development/Sustainable_Development_Fact_Sheets.html

White House

Helping Developing Nations
<http://www.whitehouse.gov/infocus/developingnations/>

Progress in Africa
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/06/20050630.html>

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Academy for Educational Development (AED)
<http://www.aed.org>

Basic Education Coalition
<http://basiced.org/>

Center for Global Development
<http://www.cgdev.org/Research/Index.cfm?TopicID=36>

Concern Worldwide
<http://www.concernusa.org/>

CORE Group
<http://www.coregroup.org/>

Educational Quality Improvement Program (EQUIP1)
http://www.equip123.net/equip1/index_new.html

InterAction
<http://interaction.org/>

International Rescue Committee
<http://www.theirc.org/>

International Research and Exchanges Board (IREX)
<http://www.irex.org>

Save the Children
<http://www.savethechildren.org/usa/>

Women for Women International
<http://womenforwomen.org>

World Relief
<http://www.wr.org/>

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis, and Malaria

<http://www.theglobalfund.org/en/>

United Nations Development Programme

<http://www.undp.org/mdg/>

United Nations Millennium Project

<http://www.unmillenniumproject.org>

World Bank: Millennium Development Goals

<http://ddp-ext.worldbank.org/ext/MDG/home.do>

DIVERS

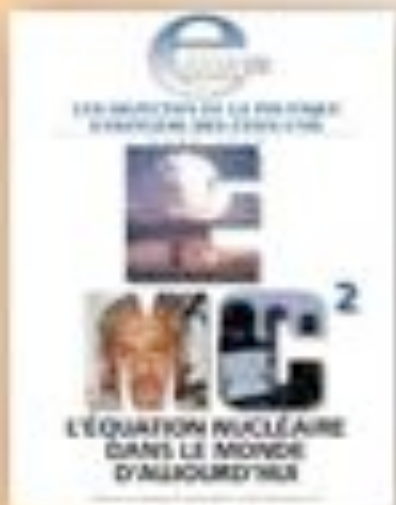
Directory of Development Organizations

<http://www.devdir.org/>

Development Gateway

<http://www.developmentgateway.org/>

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués ci-dessus. Tous ces sites étaient accessibles en août 2005.



UNE
REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>